



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 OCTOBRE 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2739

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 7 octobre 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Terrebonne :— Charles Edward Ladouceur, de Saint-Andrews, comté d'Argenteuil.

District de Québec :— Joseph Montreuil, de Sainte-Foye, comté de Québec, et Cyprien Labrecque, notaire, de la cité de Québec.

District de Trois-Rivières :— Joseph Plante et Adéard Clément, de la paroisse de Saint-Justin, comté de Maskinongé.

District de Pontiac :— Nicholas Morissey, de North Onslow, comté de Pontiac.

District de Joliette :— Salomon Venne, cultivateur, de la paroisse Saint-Jacques, comté de Montcalm.

3823

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th OCTOBER, 1898

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2740

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th October, 1898, to associate the following persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Terrebonne :— Charles Edward Ladouceur, of Saint Andrews, county of Argenteuil.

District of Quebec :— Joseph Montreuil, of Saint Foye, county of Quebec, and Cyprien Labrecque, notary, of the city of Quebec.

District of Three-Rivers :— Joseph Plante and Adéard Clément, of the parish of Saint Justin, county of Maskinongé.

District of Pontiac :— Nicholas Morissey, of North Onslow, county of Pontiac.

District of Joliette :— Salomon Venne, farmer, of the parish of Saint Jacques, county of Montcalm.

3824

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, nommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme le droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3351

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que
Proc. Général. } par l'article 2347
des statuts refondus de la Province de Québec, il est
entre autres choses décrété, que : "excepté en ce
qui concerne la cour de circuit tenue à un chef lieu
de district, le lieutenant-gouverneur peut, par pro-
clamation, changer l'endroit ou tout endroit où est
tenue la cour de circuit dans un comté, ou en sup-
primer la tenue dans tout comté, ou à tout endroit

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-
cillors of the Province of Quebec, and the Mem-
bers elected to serve in the Legislative Assembly
of Our said Province, and summoned and called
to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-
vince, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH
day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one
thousand eight hundred and ninety-eight, you and
each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and con-
siderations, and taking into consideration the great
ease and convenience of Our loving subjects, We
have thought fit, by and with the advice of Our
Executive Council of the Province of Quebec, to
relieve you and each of you, of your attendance at
the time aforesaid, hereby convoking and by these
presents enjoining you and each of you, that on
TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of the
month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our
Legislature of the said Province, at Our city of
Quebec, and therein to do as may seem necessary.
HEREIN FAITH NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our Letters to be made Patent, and the
great Seal of Our said Province of Quebec,
to be hereunto affixed. WITNESS, Our
Trusty and Well-Beloved the Honorable
LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant
Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of Que-
bec, this TENTH day of OCTOBER,
in the year of Our Lord, one thousand
eight hundred and ninety-eight, and
in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDIN,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

3352

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by ar-
Atty. General. } ticle 2347 of the
revised statutes of the province of Quebec, it is
amongst other things, enacted that "except when
it concerns the circuit court of the chief-lieu of a dis-
trict, the lieutenant-governor may at any time, by
proclamation, change the place or any of the places
at which the circuit court is held in any county or
direct that the said court shall cease to be held in

d'un comté, à dater du jour indiqué dans la proclamation, chaque fois qu'il juge ce changement avantageux à la population du comté, ou qu'il trouve à propos de discontinuer la tenue de cette cour, à raison du manque de local et des accessoires convenables pour l'y tenir ;

ATTENDU que, par proclamation du 30 mars 1898, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 2 avril 1898, page 839, le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse a été transféré à la paroisse de Saint-Raphaël, en vertu de la loi 61 Vict., ch. 7, à compter du quatre avril 1898 ;

ET ATTENDU qu'il serait avantageux à la population du comté de changer l'endroit où est tenue la cour de circuit dans et pour le comté de Bellechasse, et ce, en vertu des dispositions de l'article 2347 des statuts refondus de la province de Québec, et de le fixer dans le local situé sur l'emplacement étant le No 499 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Raphaël ;

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2347, que l'endroit où est tenue la cour de circuit dans et pour le comté de Bellechasse, dans la paroisse de Saint-Michel, est changé et qu'il est fixé en la paroisse de Saint-Raphaël, dans le local situé sur l'emplacement étant le No 499 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Raphaël, à compter du trois novembre 1898.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3803

Assistant-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 octobre 1898.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal des cantons unis de Hartwell et Preston, dans le comté de Labelle, le quatrième jour de juin 1898, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal des cantons-unis de Hartwell et Preston, dans le comté de Labelle, dont la publication est prescrite par les dispositions du

any county, or at any place in the said county, after a day named for the purpose in such proclamation, whenever he deems such change necessary for the convenience of the people of the county, or deems it right to discontinue the sitting of the said court at any place, for want of proper accommodation for holding it there ;

WHEREAS, by proclamation of the 30th of March, 1898, published in the *Quebec Official Gazette* of the 2nd of April, 1898, page 839, the registry office of the county of Bellechasse has been transferred to the parish of Saint Raphaël, in virtue of the act 61 Vict., ch. 7, from and after the fourth of April, 1898 ;

AND WHEREAS it would be for the convenience of the people of the county to change the place where the circuit court for the county of Bellechasse is held, and this in virtue of the provisions of article 2347 of the revised statutes of the province of Quebec, and to fix it in the premises on the lot being No. 499 of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Raphaël ;

NOW KNOW YE, that, with the advice of the Executive Council of our said province of Quebec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, in virtue of the provisions of the aforesaid article 2347, that the place where the circuit court for the county of Bellechasse, is held in the parish of Saint-Michel, is changed and that it is fixed in the parish of Saint Raphaël, in the premises on the lot being No. 499 of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Raphaël, from and after the third of November next, 1898.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3804

Assistant provincial secretary.

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th October, 1898.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the united townships of Hartwell and Preston, in the county of Labelle, on the fourth day of June, 1898, it hath been shewn to the lieutenant governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of "The municipal Code of the province of Quebec," may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the united townships of Hartwell and Preston, in the county of Labelle, the publication of which is required by the

code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

3791 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 7 octobre 1898.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Léon de Standon, dans le comté de Dorchester, le sixième jour de juin 1898, a fait voir à Son Honneur le lieutenant gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Léon de Standon, dans le comté de Dorchester, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

3793 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour d'octobre courant, incorporant John P. Ellis, agent d'immeubles, de la cité de Philadelphie, dans l'Etat de Pennsylvanie, un des Etats-Unis d'Amérique ; Maurice Richmond, manufacturier, de la cité de Cincinnati, dans l'Etat de l'Ohio, un des Etats-Unis d'Amérique ; Edward Cambria Benson, commerçant, de la cité de Québec, dans la province de Québec ; Andrew Borland, de la cité de Québec, dans la province de Québec, teneur de livres ; William W. Martin, agent, de la cité de Québec, dans la province de Québec, pour les fins suivantes : acheter des peintures, desseins, gravures, photographures, statues et autres objets d'art et en faire le commerce ; de faire les affaires de marchands d'objets d'art, d'encadrer des gravures, manufacturer des moulures et faire des dorures dans toutes leurs branches ; de conduire des écoles d'art et en général d'encourager l'art ; de vendre les ouvrages d'art faits par les membres de la société ou sous leur direction, et de distribuer par lot parmi les membres ou porteurs de billet de la société, les peintures, dessins ou autres objets d'art faits par les membres ou publiés par ou sous la direction de la société, et en général de faire toutes choses avantageuses ou en rapport aux susdits objets, sous le nom de : "The Colonial Art Company", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000), divisé en deux mille (2000) parts de cinq piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour d'octobre 1898.

3807 JOS. BOIVIN,
Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour d'octobre courant, incorporant Andrew Downing Gall, de la cité de Montréal, marchand ; Ferdinand Lemieux, de la cité de Montréal, comptable ; Ernest Clarkson, de la cité de Hamilton, dans la province d'Ontario, commis-voyageur ; Hugh Augustus Jamieson, de la cité de Warren, dans l'Etat de Pennsylvanie, un des Etats-Unis de l'Amérique, raffineur d'huile ; William Dwight Todd, de la cité de Warren, dans l'Etat de Pennsylvanie, un

provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, be henceforth published in the french language only.

3792 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th. October, 1898.

Present : — The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Leon de Standon, in the county of Dorchester, on the sixth day of March, (1898), it hath been shewn to the lieutenant governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of "The Municipal Code of the province of Quebec," may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Leon de Standon, in the county of Dorchester, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

3794 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation act" letters patent have been issued under the great seal of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October instant, incorporating John P. Ellis, real estate agent, of the city of Philadelphia, in the state of Pennsylvania, one of the United States of America ; Maurice Richmond, manufacturer, of the city of Cincinnati, in the State of Ohio, one of the United States of America ; Edward Cambria Benson, trader, of the city of Quebec, in the province of Quebec ; Andrew Borland, of the city of Quebec, in the province of Quebec, book-keeper ; William W. Martin, agent, of the city of Quebec, in the province of Quebec, for the following purposes : the purchasing and dealing in paintings, drawings, engravings, photographures, statuary and other works of art ; to carry on the business of art dealers, picture framers, moulding manufacturers and gilders in all their branches ; to conduct art schools and generally the encouragement of art ; to sell works of art produced by the members of the society or under their direction and to distribute by lot amongst the members or ticketholders of the society any paintings, drawings or other works of art produced by the labour of the members or published by or under the direction of the society, and generally to do all things conducive or incidental to the objects aforesaid, by the name of : "The Colonial Art Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the Secretary of the province of Quebec, this tenth day of October, 1898.

3808 J. S. BOIVIN,
Assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "joint stock companies incorporation act" letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October instant, incorporating Andrew Downing Gall, of the city of Montreal, merchant ; Ferdinand Lemieux, of the city of Montreal, accountant ; Ernest Clarkson, of the city of Hamilton, in the province of Ontario, commercial traveller ; Hugh Augustus Jamieson, of the city of Warren, in the state of Pennsylvania, one of the United States of America, oil refiner ; William Dwight Todd, of the city of Warren, in the State of Pennsylvania, one

des Etats-Unis de l'Amérique, raffineur d'huile, pour les fins suivantes :

Faire toutes affaires se rapportant au raffinage, au trafic, à l'achat, à la vente et au commerce général des produits de pétrole, des huiles de poisson, animales et végétales et en fournitures de moulins :

Eriger, construire, établir, acheter, vendre, louer ou exploiter toutes bâtisses, propriétés, machines et autres appareils nécessaires à l'entreprise.

Acquérir par achat ou autrement, ou entreprendre le tout ou une partie des affaires, l'achalandage ou la propriété de toute personne, société ou compagnie faisant aucune des choses que cette compagnie est autorisée à faire ou à posséder sous le nom de "The Gall Schneider Oil Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante (250) parts de cent piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour d'Octobre 1898.

JOS. BOIVIN,

3805

Assistant-Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Caxton.

9e rang.

- Lot 12, à Ls. Bellemare.
- Lots 13, 14, 15, à Ls. Bellemare, fils.
- Lots 16, 17, 18, à Simon Bellemare.
- Lots 19, 20, à Elie Allard.
- Lots 21, 22, à Jean Baribault.
- Lots 7 et 11, du 11e rang, à Robt. Kinnan.

Canton Thetford.

- Lot 16, du 5e rang, à Robt. Rickaby.

6e rang.

- 3/10 N. E. du lot 1, à Geo. Vaillancourt.
- 4/10 Centre du lot 1, à Adolphe Vaillancourt.
- 4/10 S. O. du lot 1, à Ls. Lehoux.
- 1/2 N. O. du lot 4, à Narcisse Dion.
- 1/2 N. E. du lot 5, à Ant. Nadeau.
- 3/5 S. O. de 1/2 S. O. du lot 5, à Laz. Bisson.
- 2/5 N. E. de 1/2 S. O. du lot No 5, à Stanislas Vaillancourt.

- Lot 12, à Félix Guay et Frs. Labonté.

- Lot 13, à Théoph. Rickaby.

- 1/2 S. O. du lot 22, du 7e rang, à Téléph. Doyer.

8e rang.

- Lot 23, à J. B. Doyer.

- 1/2 N. E. du lot 25, à Israël Bellemare.

- 1/2 S. O. du lot 25, à Frs. Marceau.

- 1/2 N. E. du lot 26, à Ls. Morin.

- 1/2 S. O. du lot 26, à Elie Breton.

- 1/2 N. E. du lot 27, à Elie Breton.

9e rang.

- 1/2 N. E. du lot 12, à Ferd. Langlois, jr.

- 1/2 N. E. du lot 17, à Paul Doyer.

11e rang.

- 1/2 N. E. du lot 1, à Vital Veilleux.

- 1/2 S. O. du lot 1, à Jos. Rodrigue.

- 1/2 N. E. du lot 2, à Jos. Rodrigue.

- 1/2 N. E. du lot 4, à Jos. Paquet.

- 1/2 N. E. du lot 5, à P. Lachance.

- 1/2 S. O. du lot 5, à Hilaire Boissonnault.

- 1/2 N. E. du lot 7, à Jos. Veilleux, fils de J. B.

- 1/2 N. E. du lot 9, à Elie Roy.

- 1/2 S. O. du lot 9, à Bernard Rancour.

- 1/2 N. E. du lot 10, à David Grondin.

- 1/2 S. O. du lot 10, à Jos. Rodrigue, fils de Jean.

- Lot 11, à Théoph. Beaudoin.

Canton Chavigny.

- Lot 22, du 4e rang S. O., à Ernest Clément.

of the United States of America, oil refiner, for the following purposes :

To carry on the business of refining, dealing in, purchasing, selling, and general trading in all petroleum products in fish, animal and vegetable oils and mill supplies ;

Of building, constructing, establishing, purchasing, acquiring, selling, leasing, or operating all buildings, properties, machinery and all apparatus necessary to the premises ;

Of acquiring by purchase or otherwise, or undertaking the whole or any part of the business, goodwill or property of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possess, by the name of "The Gall Schneider Oil Company", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of October, 1898.

JOS. BOIVIN,

3806

Assistant provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Caxton.

9th range.

- Lot 12, to Ls. Bellemare.
- Lots 13, 14, 15, to Ls. Bellemare, son.
- Lots 16, 17, 18, to Simon Bellemare.
- Lots 19, 20, to Elie Allard.
- Lots 21, 22, to Jean Baribault.
- Lots 7 and 11, of 11th range, to Robt. Kinnan.

Township Thetford.

- Lot 16, of 5th range, to Robt. Rickaby.

6th range.

- N. E. 3/10 of lot 1, to Geo. Vaillancourt.
- Center 3/10 of lot 1, to Adolphe Vaillancourt.
- S. W. 4/10 of lot 1, to Ls. Lehoux.
- N. W. 1/2 of lot 4, to Narcisse Dion.
- N. E. 1/2 of lot 5, to Ant. Nadeau.
- S. W. 3/5 of S. W. 1/2 of lot 5, to Laz. Bisson.
- N. E. 2/5 of S. W. 1/2 of lot 5, to Stanislas Vaillancourt.

- Lot 12, to Félix Guay and Frs. Labonté.

- Lot 13, to Théoph. Rickaby.

- S. W. 1/2 of lot 22, of 7th range, to Téléph. Doyer.

8th range.

- Lot 23, to J. B. Doyer.

- N. E. 1/2 of lot 25, to Israël Bellemare.

- S. W. 1/2 of lot 25, to Frs. Marceau.

- N. E. 1/2 of lot 26, to Louis Morin.

- S. W. 1/2 of lot 26, to Elie Breton.

- N. E. 1/2 of lot 27, to Elie Breton.

9th range.

- N. E. 1/2 of lot 12, to Ferd. Langlois, jr.

- N. E. 1/2 of lot 17, to Paul Doyer.

11th range.

- N. E. 1/2 of lot 1, to Vital Veilleux.

- S. W. 1/2 of lot 1, to Jos. Rodrigue.

- N. E. 1/2 of lot 2, to Jos. Rodrigue.

- N. E. 1/2 of lot 4, to Jos. Paquet.

- N. E. 1/2 of lot 5, to P. Lachance.

- S. W. 1/2 of lot 5, to Hilaire Boissonnault.

- N. E. 1/2 of lot 7, to Jos. Veilleux, son of J. B.

- N. E. 1/2 of lot 9, to Elie Roy.

- N. E. 1/2 of lot 9, to Bernard Rancour.

- N. E. 1/2 of lot 10, to David Grondin.

- S. W. 1/2 of lot 10, to Jos. Rodrigue, son of John.

- Lot 11, to Théoph. Beaudoin.

Canton Chavigny.

- Lot 22, of 4th range S. W., to Ernest Clément.

Canton Delisle.

½ O. du lot 19, du 4e rang, à Jos. Bouchard, fils de Paul.

Lot 14, du 5e rang, à Xavier Vendal.

Seigneurie de Lauzon.

Les lots du cadastre 233 et 234, du rang Saint-Anne, à Louis Couture.

Canton Port Daniel.

Lot 4, du 4e rang O. B., à John Ranier.

Lot T et W, du rang du Havre, à Frs. Leblanc et Rt. Millan.

Canton Walford.

Lot 5, du 6e rang, à Eph. Poulin.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 15 octobre 1898. 3835

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Nouvelle.

Lot 13, du 4e rang, à Félix Normandeau.

Canton Ware.

Lot 15, du 6e rang, à J. Bte. Nicol.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 8 octobre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6685.

Aldfield.

Lot 39, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 40, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 41, du rang ouest, à Cléophas Herbour.

Lot 42, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 43, du rang ouest, à Gilbert Moringier.

Lot 44, du rang ouest, à Pierre Moringier.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 6 octobre 1898. 3781-2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Township Delisle.

W. ½ of lot 19 of 4th range, to Jos. Bouchard, son of Paul.

Lot 14, of 5th range, to Xavier Vendal.

Seigniorie of Lauzon.

Lots cadastral 233 and 234, of range Saint Ann, to Ls. Couture.

Township Port Daniel.

Lot 4, of 4th range, W. B., to John Ranier.

Lot T. and W. of Harbour range, to Frs. LeBlanc and Rt. Millan.

Township Walford.

Lot 5, of 6th range, to Eph. Poulin.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 15th October, 1898. 3836

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Nouvelle.

Lot 13, of 4th range, to Félix Normandeau.

Township Ware.

Lot 15, of 6th range, to J. Bte. Nicol.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 8th October, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6685.

Aldfield.

Lot 39, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 40, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 41, in range west, to Cléophas Herbour.

Lot 42, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 43, in range west, to Gilbert Moringier.

Lot 44, in range west, to Pierre Moringier.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 6th October, 1898. 3782

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arcades, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
3799 Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,
3797 Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer,

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
3800 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,
3798 Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being re-passed and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of

une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3801

Greffier des Communes.

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 7 mai 1898.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MERCREDI, 26 OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m.

Rivière Ottawa : No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 583, 15 m. ; No 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No 595, 32 m. ; No 596, 19 m. ; No 607, 22 m. ; No 608, 26 m. ; No 609, 11 m.

Rivière La Pêche : No 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 525, 16 $\frac{1}{2}$ m.

any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3802

Clerk of the Commons.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 7th May, 1898.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on WEDNESDAY, the 26th day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6 : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m.

Bloc A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m.

Bloc A, range 4 : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 8, 25 m.

Bloc A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No. 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m.

Ottawa River.—No. 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 583, 15 m. ; No 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No 595, 32 m. ; No 596, 19 m. ; No 607, 22 m. ; No 608, 26 m. ; No 609, 11 m.

La Pêche River.—No. 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 525, 16 $\frac{1}{2}$ m.

Ottawa Inférieur.—Rivière Rouge Sud L., 43 m.; rivière du Lièvre, Branche N. E., No 7, 31½ m.; rivière du Lièvre, Branche N. E., No 8, 27½ m.; Lac Némiskachingue, 25 m.; rivière Rouge, sud M. 42 m.; Rivière du Lièvre, Branche N. E.: No 3, 50 m.; No 4, 50 m.; No 5, 50 m.; No 6, 46 m.; canton Wentworth, No 3, 5 m.

Saint-Maurice.—Rivière Saint-Maurice, No 10, E. 47 m.; rivière Trenché No 1 O. 24 m.; rivière Trenché No 2, O. 50 m.; rivière Trenché No 2 E. 40 m.; rivière Mattawin, No 10, 48 m.; Arrière rivière du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m.; Arrière Manouan A. S., 40 m.; Arrière Vermillion 7 N., 40 m.; Arrière Vermillion B. N., 45 m.; Arrière Saint-Maurice 13 Ouest, 25 m.; Arrière Saint-Maurice 14 Ouest, 40 m.; Arrière Saint-Maurice C, 25 m.; Arrière Saint-Maurice D, 42 m.; Arrière Saint-Maurice E, 50 m.; Arrière Flamand 1 Nord, 26 m.; Arrière Flamand 2 Nord, 50 m.; Arrière Manouan 2 Sud, 44 m.; Saint-Maurice 15 Ouest, 50 m.; Manouan 3 Nord, 35 m.; Arrière Manouan 3 Nord, 30 m.; Arrière Manouan 4 Nord, 30 m.; Manouan 4 Nord, 50 m.; Manouan 8 Sud, 50 m.; Manouan 9 Sud, 35 m.; Arrière Manouan C Nord, 50 m.; Arrière Manouan D Nord, 50 m.; Saint-Maurice 13 Ouest, 50 m.; Saint-Maurice 14 Ouest, 50 m.; Pierriche 1 Est, 35 m.; Ile Bostonnais, 10 m.; Bostonnais 4 Nord, 25 m.; Bostonnais 4 Sud, 20 m.; Bostonnais 2 Sud, 50 m.; Bostonnais 3 sud, 50 m.; Bostonnais moitié 2 Nord, 25 m.; Bostonnais 3 Nord, 50 m.; Croche 4 ouest, 50 m.; Arrière Croche 4 Est, 50 m.; Arrière Croche A, 40 m.; Arrière Croche B, 50 m.

Montmagny.—Cantons Rolette et Roux, Rivière aux Orignaux, 37 m.; canton Lafontaine, 17½ m.; canton Roux, 7½ m.; canton Mailloux, 13 m.; canton Ashburton, 3½ m.; canton Talon, 3½ m.

Grandville.—Rivière Noire, No 47, 33 1½ m.; canton Armand: No 2, 11½ m.; No 3, 13½ m.; No 4, 18 m.; canton Escourt, No 3, 8 4½ m.; canton Parke, No 2, 9 m.; canton Parke, No 3, 20 m.

Matapédia.—Canton Awantjish, No 2, 18½ m.; Arrière Rivière Métis, Est, 18½ m.

Rimouski Est.—Canton Saint-Denis, 14 m.; canton McNider, No 3, 7½ m.; canton McNider, No 4, 7½ m.; canton Matane, No 3, 8 m.

Rimouski Ouest.—Canton Duquesne, No 3, 8 m.; canton Duquesne, No 4, 13 m.; Rivière Rimouski, centre Est, 10 m.; Rivière Rimouski, centre ouest, 32 m.; Lac Témiscouata, 3e rang: Bloc 1, 26 m.; Bloc 2, 26 m.; Bloc 3, 33 m.; Arrière Rivière Rimouski, No 2 Ouest, 18 m.; canton Macpès, 7 m.

Gaspé-Ouest.—Canton Duchesnay, 70 m.; canton Christie, 52½ m.; canton Tourelle, 84 m.

Gaspé-Est.—Canton Rameau, No 2, 21 m.

Bonaventure-Ouest.—Petite Rivière, Branche Nord No 1, 8 m.; Rivière Nouvelle No 2, 50 m.; Meadow Brook (Rivière Patapédia), 30 m.; Rivière Patapédia, No 1 est, 28 m.; Ruisseau Tom Ferguson, 33 m.; Indian Brook, 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-Est.—Rivière Bonaventure, No 3, 50 m.; Arrière Rivière Bonaventure, No 1, 34 m.; No 2, 31 m.

Saint-Charles.—141 ouest, 20 m.; 143, 18 m.

Lac Saint-Jean-Ouest.—Rivière Peribonca, No 125, 40 m.; Rivière Peribonca, No 127, 50 m.

LIMITES AU NORD DU LAC SAINT-JEAN:

1er rang: No 1, 41 m.; No 4, 26½ m.; No 5, 26½ m.; No 6, 38½ m.; 2e rang: No 1, 18 m.; No 2, 21 m.; No 5, 32½ m.; No 6, 34 m.; No 7, 27 m.; No 8, 18 m.; 3e rang: No 1, 17 m.; No 2, 18½ m.; No 5, 35 m.; No 6, 30 m.; No 7, 25 m.; No 8, 18½ m.; No 9, 26½ m.

Saguenay.—Canton Arnault, 30 m.; Rivière Malbaie, No 1, 27 m.; Rivière Amédée, 40 m.; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; St-Laurent Ouest, 30 m.; Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m.; Rivière Saint-Nicolas, 30 m.; Rivière au

Lower Ottawa.—River Rouge South L., 43 m.; river du Lièvre, N. E. Branch, No. 7, 31½ m.; river du Lièvre, N. E. Branch, No. 8, 27½ m.; lake Nemiskachingue, 25 m.; river Rouge, south M. 42 m.; river du Lièvre, N. E. Branch: No. 3, 50 m.; No. 4, 50 m.; No. 5, 50 m.; No. 6, 46 m.; Township Wentworth, No. 3, 5 m.

Saint Maurice.—River Saint Maurice, No. 10, E. 47 m.; river Trenché No. 1, W. 24 m.; river Trenché No. 2, W. 50 m.; river Trenché No. 2 E. 40 m.; river Mattawin, No. 10, 48 m.; Rear river du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m.; Rear Manouan A. S., 40 m.; Rear Vermillion 7 N., 40 m.; Rear Vermillion B. N., 45 m.; Rear Saint Maurice 13 West, 25 m.; Rear Saint Maurice 14 West, 40 m.; Rear Saint Maurice C, 25 m.; Rear Saint Maurice D, 42 m.; Rear Saint Maurice E, 50 m.; Rear Flamand 1 North, 26 m.; Rear Flamand 2 North, 50 m.; Rear Manouan 2 South, 44 m.; Saint Maurice 15 West, 50 m.; Manouan 3 North, 35 m.; Rear Manouan 3 North, 30 m.; Rear Manouan 4 North, 30 m.; Manouan 4 North, 50 m.; Manouan 8 South, 50 m.; Manouan 9 South, 35 m.; Rear Manouan C North, 50 m.; Rear Manouan D North, 50 m.; Saint Maurice 13 West, 50 m.; Saint Maurice 14 West, 50 m.; Pierriche 1 East, 35 m.; Bostonnais Island, 10 m.; Bostonnais 4 North, 25 m.; Bostonnais 4 South, 20 m.; Bostonnais 2 South, 50 m.; Bostonnais 3 South, 50 m.; Bostonnais East half 2 North, 25 m.; Bostonnais 3 North, 50 m.; Croche 4 West, 50 m.; Rear Croche 4 East, 50 m.; Rear Croche A, 40 m.; Rear Croche B, 50 m.

Montmagny.—Townships Rolette and Roux, Moose River, 37 m.; township Lafontaine, 17½ m.; township Roux, 7½ m.; township Mailloux, 13 m.; township Ashburton, 3½ m.; township Talon, 3½ m.

Grandville.—Black River, No. 47, 33 1½ m.; Township Armand: No. 2, 11½ m.; No. 3, 13½ m.; No. 4, 18 m.; township Escourt, No. 3, 8 4½ m.; township Parke, No. 2, 9 m.; township Parke, No. 3, 20 m.

Matapédia.—Township Awantjish, No. 2, 18½ m.; Rear river Metis, east, 18½ m.

Rimouski-Est.—Township Saint Denis, 14 m.; township McNider, No. 3, 7½ m.; township McNider, No. 4, 7½ m.; township Matane, No. 3, 8 m.

Rimouski-West.—Township Duquesne, No. 3, 8 m.; township Duquesne, No. 4, 13 m.; Rimouski river, centre east, 10 m.; Rimouski river, centre west, 32 m.; Lake Temiscouata, 3rd range: block 1, 26 m.; block 2, 26 m.; block 3, 33 m.; Rear Rimouski river, No. 2, west, 18 m.; township Macpès, 7 m.

Gaspé-West.—Township Duchesnay, 70 m.; township Christie, 52½ m.; township Tourelle, 84 m.

Gaspé-East.—Township Rameau, No. 2, 21 m.

Bonaventure-West.—Little River, North Branch, No. 1, 8 m.; River Nouvelle, No. 2, 50 m.; Meadow Brook (Patapédia River), 30 m.; River Patapédia, No. 1, East, 28 m.; Tom Ferguson Brook, 33 m.; Indian Brook, 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-East.—River Bonaventure, No. 3, 50 m.; Rear Bonaventure river, No. 1, 34 m.; No. 2, 31 m.

Saint Charles.—141 West, 20 m.; 143, 18 m.

Lake Saint John-West.—River Peribonca, No 125, 40 m.; River Peribonca, No 127, 50 m.

LIMITS NORTH OF LAKE SAINT JOHN:

1st range: No. 1, 41 m.; No. 4, 26½ m.; No. 5, 26½ m.; No. 6, 38½ m.; 2nd range: No. 1, 18 m.; No. 2, 21 m.; No. 5, 32½ m.; No. 6, 34 m.; No. 7, 27 m.; No. 8, 18 m.; 3rd range: No. 1, 17 m.; No. 2, 18½ m.; No. 5, 35 m.; No. 6, 30 m.; No. 7, 25 m.; No. 8, 18½ m.; No. 9, 26½ m.

Saguenay.—Township Arnault, 30 m.; River Malbaie, No. 1, 27 m.; River Amédée, 40 m.; River à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint Lawrence-West, 30 m.; River Mistassini et Sheldrake No. 1, 32½ m.; River Saint Nicolas, 30 m.; River au

Bouleau : No 1, 32 m. ; No 2, 20 m. ; No 3, 26 m. ; No 4, 28 m. ; No 5, 30 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Tortue : No 1, 26 m. ; No 2, 18 m. ; No 3, 28 m. ; No 4, 30 m. ; No 5, 34 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Saint Jean : No 1, 24 m. ; No 2, 24 m. ; No 3, 23 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 20 m. ; No 6, 20 m. ; No 7, 12 m. ; No 8, 12 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 22 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 3, 20 m. ; Rivière au Saumon, No 1, 34 m. ; Rivière Chambers, No 1, 44 m. ; Rivière Portneuf : No 1 est, 50 m. ; No 2 est, 50 m. ; No 3 est, 50 m. ; No 4 est, 50 m. ; No 1 ouest, 50 m. ; No 2 ouest, 50 m. ; No 3 ouest, 50 m. ; No 4 ouest, 50 m. ; canton Laval No. 4, 1 m. ; Rivière Manicouagan, No. 2 ouest, 40 m. ; Rivière Manicouagan, No 3, 24 m. ; No 4, 27 m. ; No 5, 56 m. ; No 6, 58 m.

Conditions de la vente.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

1991

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'aucun individu, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

Bouleau : No 1, 32 m. ; No 2, 20 m. ; No 3, 26 m. ; No 4, 28 m. ; No 5, 30 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Tortue : No 1, 26 m. ; No 2, 18 m. ; No 3, 28 m. ; No 4, 30 m. ; No 5, 34 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Saint John : No 1, 24 m. ; No 2, 24 m. ; No 3, 23 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 20 m. ; No 6, 20 m. ; No 7, 12 m. ; No 8, 12 m. ; Rivière Saint John, East Branch, No 1, 22 m. ; Rivière Saint John, East Branch, No 2, 18 m. ; Rivière Saint John, East Branch, No 3, 20 m. ; Salmon River, No 1, 34 m. ; Rivière Chambers, No 1, 44 m. ; Rivière Portneuf : No 1 E, 50 m. ; No 2 E, 50 m. ; No 3 E, 50 m. ; No 4 E, 50 m. ; No 1 W, 50 m. ; No 2 W, 50 m. ; No 3 W, 50 m. ; No 4 W, 50 m. ; township Laval, No 4, 1 m. ; Rivière Manicouagan, No 2 west, 40 m. ; Rivière Manicouagan, No 3, 24 m. ; No 4, 27 m. ; No 5, 56 m. ; No 6, 58 m.

Conditions of sale.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered or sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

1992

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bill.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one news-

et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2735

G. C. L.

paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public. Accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2736

C. L. O.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing.

quantité centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

2737

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2738

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Sorel, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements aux lois constitutives de la cité (52 Victoria, chapitre 80 des Statuts de 1889, et 55-56 Victoria, chapitre 52 des Statuts de 1892), pour les fins suivantes, savoir : Quant aux dispositions relatives aux peines et pénalités infligibles pour infraction à la loi et aux règlements, et pour les augmenter quant à certains délits, dispositions en conversion de dettes et émission d'obligations, quant à la contrainte du paiement ou prélèvement de taxes, pour l'imposition d'une taxe d'affaires sur une échelle d'après la valeur du loyer, pour amplifier les dispositions quant aux charges ou taxes de l'eau, pour ajouter à certaines taxes ou charges, afin d'augmenter le revenu, pour fixer de nouveau la somme d'obligations que la cité peut encourir et lui conférer de nouveaux pouvoirs à cet égard, et pour diverses autres matières d'administration municipale.

Hôtel-de-Ville,
Sorel, 15 septembre 1898.

3627-4

AVIS PUBLIC

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte légalisant et autorisant en autant que besoin le règlement No. 136 de ses règlements, accordant une commutation de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company."

L. J. PAPINEAU,
Avocat et procureur de la dite ville.
Salaberry de Valleyfield, 21 septembre 1898.

3613-4

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }
No. 98.

Dame Marie Casavant, de la cité de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de Léopold Brodeur, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Léopold Brodeur, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

A. BOURGAULT,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 5 octobre 1898.

3819

IN FORMA PAUPERIS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Chartrand, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, épouse commune en biens de Amédée Hotte, fermier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Amédée Hotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

TAILLEFER & POLIQUIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 11 octobre, 1898.

3813

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Sorel, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session for amendments to its city charter (52 Vict., chapter 80, statutes 1889, and 55-56 Vict., chapter 52, statutes 1892), for the following purposes, to wit : as to provision concerning fines and penalties imposable for transgression of the law and by-laws and the more stringent punishment of certain misdemeanors, provision in conversion of debts and issuing debentures, as to enforcing payment or l-vying of taxes, for imposing a business tax on a scale according to valued rentals, to amplify the provisions as to charges or water-rates, to increase certain taxes or charges for additional revenue, to define *de novo* the amount of indebtedness the city may incur and confer it further powers in that respect, and for several other matters of municipal government.

City Hall,
Sorel, 15th September, 1898.

3628

PUBLIC NOTICE

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act legalizing and authorizing in so far as need be by-law No. 136 of its by-laws, granting a commutation of taxes to the company called "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,
Advocate and Attorney of the said town.
Salaberry de Valleyfield, 21st September, 1898.

3614

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinth. }
No. 98.

Dame Marie Casavant, of the city of Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth, wife of Léopold Brodeur, laborer, of the same place, and duly authorized to sue in the present case,
Plaintiff ;

vs.

The said Léopold Brodeur, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, against the defendant.

A. BOURGAULT,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 5th October, 1898.

3820

IN FORMA PAUPERIS.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Chartrand, of the parish of Saint Martin, said district, wife *commune en biens* of Amédée Hotte, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs.

The said Amédée Hotte, Defendant.
An action of separation as to property has been intended, to-day, against the defendant.

TAILLEFER & POLIQUIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montréal, 11th October, 1898.

3814

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2188.

Dame Sarah Anne Marie Edith Burnett, des cité et district de Montréal, épouse de Frederick Francis Powell, de la dite cité de Montréal, couvreur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Frederick Francis Powell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 octobre 1898. 3757-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 2219.

Zoé Petitelere, de Québec, épouse de Narcisse Delisle, du même lieu, menuisier,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Delisle, Défendeur.
Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été ce jour prise contre le défendeur en cette cause.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 3 septembre 1898. 3689-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1330.

Dame Azilda Jubinville dite Berthiaume, épouse commune en biens de Louis Laverdure, commerçant, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal,
Demandeur ;

vs.

Le dit Louis Laverdure, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD.

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 27 septembre 1898. 3707-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dame Florida Leriche, épouse commune en biens de Philippe Vadnais, fromager, de la paroisse de Saint-Pie, dit district, et dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Philippe Vadnais, de la paroisse de Saint-Pie, dit district, Défendeur.
Avis est par le présent donné que la demanderesse a, le seize septembre courant, intentée une action en séparation de biens contre le défendeur.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 21 septembre 1898. 3653-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 325.

Dame Alice Dallas, de la cité et du district de Montréal, épouse de James Morrison, commis-voyageur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit James Morrison, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour du mois d'août 1898.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 septembre 1898. 3539-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2188.

Dame Sarah Anne Marie Edith Burnett, of the city and district of Montreal, wife of Frederick Francis Powell, of the said city of Montreal, general roofer, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Frederick Francis Powell, Defendant.
An action has, this day, been instituted by the said plaintiff against the said Defendant to obtain separation as to property.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th October, 1898. 3758

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 2219.

Zoé Petitelere, of Quebec, wife of Narcisse Delisle, of the same place, joiner,
Plaintiff ;

vs.

The said Narcisse Delisle, Defendant.
Notice is hereby given that an action for separation of property has been taken this day against the defendant in this cause.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 3rd September, 1898. 3690

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1330.

Dame Azilda Jubinville dite Berthiaume, wife common as to property of Louis Laverdure, trader, of the town of Saint-Louis, district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Laverdure, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD.

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 27th September, 1898. 3708

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

Dame Florida Leriche, wife in community as to property of Philippe Vadnais, cheese maker, of the parish of Saint Pie, said district, and duly authorized for the purposes of the presents, Plaintiff ;

vs.

Said Philippe Vadnais, Defendant.
Notice is hereby given that the plaintiff has, the sixteenth of September instant, taken an action in separation as to property against the defendant.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 21st September, 1898. 3654

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 325.

Dame Alice Dallas, of the city and district of Montreal, wife of James Morrison, commercial traveller, of the same place, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.

The said James Morrison, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, on the twentieth day of the month of August, 1898.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 10th September, 1898. 3540

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No. 1701. } *Cour Supérieure.*
Philomène Archambault, du village DeLorimier,
dit district, Demanderesse ;
vs.
Narcisse Courtemanche, couvreur, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 17 juin 1898.
PERRAS & DAVID,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 septembre 1898. 3713-3

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No. 2961. } *Cour Supérieure.*
Dame Marie-Louise Babeu, de la paroisse de Saint-
Philippe, district de Montréal, épouse de Alexan-
dre Bourassa, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Alexandre Bourassa, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.
PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 août 1898. 3589-4

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
Avis est par les présentes donné, que Dame Azilda
Lanciau, de la paroisse de Sainte Marguerite de
Blairfindie, dans le district d'Iberville, épouse
d'Isidore Perron, cultivateur, du même lieu, a, ce
jour, institué une action en séparation de biens
contre son dit époux devant la dite cour.
P. A. CHASSÉ,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 16 septembre 1898. 3587-4

District de Terrebonne. }
No. 422. } *Cour Supérieure.*
Dame Mathilde Danis, de Sainte-Scholastique,
dit district, a, ce jour, institué une action en sépa-
ration de biens contre son mari, Marcel Charron,
forgeron, du même lieu.
JOSEPH FORTIER,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 22 septembre 1898. 3725-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1262.
Dame Emma Saint Maurice, épouse commune en
biens d'Alphonse Miller, menuisier, tous deux de
la cité et du district de Montréal, dûment autori-
sée aux fins des présentes à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Alphonse Miller, menuisier, de la cité et du district
de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le
défendeur.

ALPHONSE DEMARTIGNY,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 10 septembre 1898. 3537-5

Province de Québec, }
Municipalité du comté de Wolfe. }

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par Oscar Lamoureux,
secrétaire-trésorier, que par une résolution passée
par le conseil municipal du comté de Wolfe, le qua-
torze septembre dernier, et approuvé par Son Hon-
neur le lieutenant-gouverneur en conseil, le sep-
tième jour d'octobre courant, avis de laquelle appro-
bation a été reçu par le soussigné, le dixième jour
du présent mois d'octobre, le territoire comprenant

Province of Quebec, }
District of Montreal, }
No. 1701. } *Superior Court.*
Philomène Archambault, of the village DeLorimier,
said district, Plaintiff ;
vs.
Narcisse Courtemanche, roofer, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause on the 17th June, 1898.
PERRAS & DAVID,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 28th September 1898. 3714

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 2961. } *Superior Court.*
Dame Marie Louise Babeu, of the parish of Saint
Philippe, district of Montreal, wife of Alexandre
Bourassa, trader, of the same place,
Plaintiff ;
vs.
The said Alexandre Bourassa, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted.
PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 30th August, 1898. 3590

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that, Dame Azilda Lanciau,
of the parish of Ste. Marguerite de Blairfindie, in
the district of Iberville, wife of Isidore Perron,
farmer, of the same place, has, this day, instituted
an action for separation as to property against her
said husband before the said court.
P. A. CHASSÉ,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 16th September, 1898. 3588

District of Terrebonne. }
No. 422. } *Superior Court.*
Dame Mathilde Danis, of Sainte Scholastique,
said district, has, this day, instituted an action for
separation of property against her husband, Marcel
Charron, blacksmith, of the same place.
JOSEPH FORTIER,
Attorney for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 22nd September, 1898. 3726

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1262.
Dame Emma Saint Maurice, wife common as to
property of Alphonse Miller, joiner, both of the
city and district of Montreal, duly judicially
authorized for the ends hereof to ester in justice,
Plaintiff ;
vs.
Alphonse Miller, joiner, of the city and district of
Montreal, Defendant.
An action for separation as to bed and board has
been instituted, this day, by plaintiff against de-
fendant.

ALPH. DEMARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 10th September, 1898. 3538

Province of Quebec, }
Municipality of the county of Wolfe. }

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Oscar Lamoureux, secretary-
treasurer, that by a resolution passed by the mu-
nicipal council of the county of Wolfe, on the four-
teenth of September last, and approved by His
Honour the lieutenant-governor in council, on the
seventh day of October instant, notice of which
approbation has been received by the undersigned,
on the tenth day of the present month of October,

la paroisse civile de Notre-Dame de Lourdes de Ham, savoir : les lots numéros quinze à vingt-huit inclusivement des premier et deuxième rangs du canton de Ham, et les lots numéros un, deux, trois, quatre et cinq des dixième et onzième rangs du canton de Wolfestown, a été érigé en municipalité de paroisse, sous le nom de "municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Ham."

Donné à Ham Sud, ce onzième jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

O. LAMOUREUX,
3841 Sec.-trésorier du C. M. C. Wolfe.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement "la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Montreal Mining Stocks Company, en commandite."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquérir, acheter, vendre, échanger des stocks, actions et débetures de compagnies minières ; aussi de tenir et mettre en opération un bureau d'échange dans le but d'y négocier en général les actions, débetures et autres garanties de compagnies incorporées se rattachant aux affaires de mines ;

(b) Agir comme fidéicommissaires pour les porteurs d'iceux ;

(c) Prendre et tenir des garanties pour les avances faites sur iceux.

3° L'endroit, dans la province de Québec, choisi comme principale place d'affaires de la dite compagnie, sera la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social est de \$25,000.

5° Le nombre d'actions du dit fonds sera de 25,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

6° Les noms au long, résidences et profession des dits requérants sont comme suit : Louis Olivier Armstrong, agent de colonisation ; William Henry, ingénieur de mine ; George Alexander Gray, agent d'annonces ; George Fisk, docteur en médecine, et William James Giles, dentiste, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets anglais.

MORGAN & ARMSTRONG,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 septembre 1898. 3665-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, Statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivants, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

Le nom collectif proposé de la Compagnie sera "The Chronicle Printing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acheter et acquérir de la succession de feu John Jackman Foote, l'établissement d'imprimerie

the territory comprising the civil parish of Notre-Dame de Lourdes of Ham, to wit : The lots numbers fifteen to twenty-eight inclusively of the first and second ranges of the township of Ham, and the lots numbers one, two, three, four and five of the tenth and eleventh ranges of the township of Wolfestown, has been erected in a parish municipality, under the name of "municipality of the parish of Notre Dame de Lourdes of Ham".

Given at South Ham, this eleventh day of the month of October, one thousand eight hundred and ninety-eight.

O. LAMOUREUX,
3842 Sec. Treas. of the M. C. C. Wolfe.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Revised Statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Montreal Mining Stocks Company, Limited".

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of :

(a) Acquiring, buying, selling, exchanging and dealing generally in mining stocks, shares and debentures of mining companies, and also holding and operating an exchange office for the purpose of dealing generally in shares, debentures and other securities of incorporated companies connected therewith ;

(b) Acting as trustee for the holders of same ;

(c) Pledging the same for advances thereon.

3. The place, within the province of Quebec, selected as the chief place of business of the said company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$25,000.

5. The number of shares of said stock is to be 25,000, and the amount of each share \$1.00.

6. The names in full, the address and calling of each of the said applicants are as follows : Louis Olivier Armstrong, colonization agent ; William Henry, mining engineer ; George Alexander Gray, advertising agent ; George Fisk, doctor of medicine, and William James Giles, dentist, all of the city and district of Montreal, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are residents in Canada and British subjects.

MORGAN & ARMSTRONG,
Solicitors for applicants.

Montreal, 26th September, 1898. 3666.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", revised statutes of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herei after mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Chronicle Printing Company."

2. The object for which incorporation is sought is to purchase and acquire from the estate of the late John Jackman Foote, the printing establishment

et les affaires appartenant à la dite succession et maintenant conduits par elle dans la cité de Québec et le droit de propriété, et l'actif en rapport avec icelui, les journaux "The Morning Chronicle et Québec Gazette", les imprimer et les publier, ainsi que d'autres journaux, et aussi de faire les affaires d'un établissement d'imprimerie en général, publication, clichage, gravure, vignette, lithographie et reliure, et acheter et vendre tous objets concernant l'établissement d'imprimerie.

3° La principale place d'affaires de la dite Compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est de trente mille piastres (\$30,000).

5° Le nombre d'actions est de 600, et le montant de chaque action est de \$50.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : John Breakey, marchand ; John Theodore Ross, marchand ; honorable John Sharples, marchand ; honorable Vildebou Wenceslas Larue, notaire public ; Charles A. Pentland, avocat, tous de la cité de Québec, et Horace Wallis, de la cité d'Ottawa, journaliste, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

Daté à Québec, ce vingt-deuxième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt dix-huit.

CARON, PENTLAND & STUART,
3649-4 Procureurs des requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par Lettres Patentes, en vertu des dispositions de "La Loi Corporative des Compagnies à fonds social", statuts révisés de la province de Québec, sections 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Canadian Plate Glass Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter importer et vendre des glaces, des verres à vitres, des miroirs, des glaces d'ornements de toutes sortes, de faire le commerce comme marchands en général de glaces, de verres à vitres, miroirs et glaces d'ornement de toutes sortes, de manufacturer, importer et vendre tous les articles concernant complètement ce genre d'affaires, de plus d'acquiescer les droits de Joseph Pelletier et Harry Stowe Lightbourn, de la cité de Montréal, et Olivier George Beckit, de Sainte-Anne de Bellevue, tous du district de Montréal, pour faire leur commerce comme marchands de glaces tel que, maintenant fait et conduit par eux en société dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de Canada Plate Glass Company.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Joseph B. Pelletier, marchand de glaces ; Harry Stowe Lightbourn, agent d'assurance ; Philippe Barbeau, marchand de glaces ; Robert James Cherry, inspecteur ; tous de la cité de Montréal, et Olivier George Beckit, de la municipalité de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, agent d'assurance. Les susdits

and business owned and now carried on by the said estate in the city of Quebec and the copyright, goodwill and assets connected therewith, the *Morning Chronicle* and *Quebec Gazette* newspapers, to print and publish the same, as well as other newspapers, and also to carry on the business of a general printing establishment, publishing, stereotyping, engraving, wood-cutting, lithographing and book-binding, and to deal in and sell all articles of merchandise connected therewith.

3. The general place of business of the said company is to be the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is thirty thousand dollars (\$30,000)

5. The number of shares is to be 600, and the amount of each share is to be of the value of \$50 each.

6. The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows : John Breakey, merchant ; John Theodore Ross, merchant ; Honorable John Sharples, merchant ; Honorable Vildebou Wenceslas Larue, notary public ; Charles A. Pentland, advocate, all of the city of Quebec, and Horace Wallis, of the city of Ottawa, journalist, who are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Quebec, this twenty-second day of September, one thousand eight hundred and ninety-eight.

CARON, PENTLAND & STUART,
3650 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Officielle Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", revised statutes of the Province of Quebec, sections 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Canadian Plate Glass Company."

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture, to purchase, to import and to sell plate glass, sheet glass, mirrors, and ornamental glass in all their forms, and to carry on the business of general dealers on plate glass, sheet glass, mirrors and ornamental glass in all their forms, and to manufacture, import and sell, all articles of merchandise necessarily connected with the full and complete carrying on of such business, and further to acquire and take over from Joseph Pelletier and Harry Stowe Lightbourn, of the city of Montreal, and Olivier George Beckit, of Sainte Anne de Bellevue, all in the district of Montreal, the business of dealers in plate glass, now owned and carried on by them in copartnership at the city of Montreal, under the name and style of the Canada Plate Glass Company.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars (\$10,000).

5. The number of shares is to be two hundred, and the amount of each share is to be of the value of fifty dollars each.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are as follows : Joseph B. Pelletier, plate glass dealer ; Harry Stowe Lightbourn, insurance agent ; Philippe Barbeau, plate glass dealer ; Robert James Cherry, inspector ; all of the city of Montreal, and Oliver George Beckit, of the municipality of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, insurance agent, of whom

dit Joseph B. Pelletier, Harry Stowe Lightbourn et Oliver George Beckit, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

3715-3 SAUMAREZ CARMICHAEL,
Procureur des requérants.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par Arthur Beau, Jules Alin, tous deux pourvoyeurs; Edouard Arthur Barnard, comptable; Thomas Gauthier, gentilhomme, et Edward Arthur Gerth, marchand, tous des cité et district de Montréal, pour obtenir des lettres-patentes les incorporant, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements, dans la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The Beau Arcade Café Company."

2° L'objet de la compagnie est de tenir un ou plusieurs hôtels, restaurants et cafés.

3° Le principal bureau et la principale place d'affaires de la dite compagnie seront dans la susdite cité de Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les premiers directeurs de la dite compagnie seront Arthur Beau, Edouard A. Barnard et Edward A. Gerth, tous sujets anglais, résidents à Montréal susdit.

SICOTTE & BARNARD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 20 juillet 1898. 3733-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par le révérend Francis Robert Smith, Thomas E. J. Kelly et William H. G. Garrioch, respectivement recteur et marguilliers de l'église Saint-Jacques, dans la cité de Hull, district d'Ottawa, révérend Matthew H. Scott, ministre de l'église Zion, dans la dite cité de Hull, John D. Hanson, manufacturier, John C. F. Taylor, commis; John P. McKay, John Angus, Samuel F. Cox, ces trois derniers contre-maitres, et Charles James Brooke et George C. Wright, avocats, tous les dits requérants résidant en la dite cité de Hull, pour obtenir des lettres-patentes, en vertu des dispositions de la section XVI du chapitre troisième du titre XI des statuts refondus de la province de Québec.

(1.) Pour ratifier un acte de cession en date du 29 juillet 1898, fait par le recteur et les marguilliers de la dite église Saint-Jacques aux requérants, du lot No. 322, dans le quartier un de la dite cité de Hull, pour être possédé et en être fait usage comme site de cimetière.

(2.) Pour constituer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront s'associer à eux en une corporation sous le nom de "compagnie du cimetière de Hull," avec les pouvoirs conférés par le dit statut.

GEO. C. WRIGHT,
Procureur des requérants.
Hull, 13 août 1898. 3285-9

the said Joseph B. Pelletier, and Harry Stowe Lightbourn and Oliver George Beckit, described as aforesaid, are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of September, one thousand eight hundred and ninety-eight.

3716 SAUMAREZ CARMICHAEL,
Attorney for applicants.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec in council, by Arthur Beau, Jules Alin, both caterers; Edward Arthur Barnard, accountant; Thomas Gauthier, gentleman, and Edward Arthur Gerth, merchant, all of the city and district of Montreal, to obtain letters-patent incorporating them, with all such other persons as may become shareholders in the company to be thereby created a body politic and corporate, under the provisions of the Act respecting Joint Stock Companies and amendments thereto, in the province of Quebec.

1. The company shall be called "The Beau Arcade Café Company."

2. The object of the company is to run one or more hotels, restaurants and cafés.

3. The chief office and place of business of said company shall be in the city of Montreal aforesaid.

4. The capital stock of said company shall be twenty-five thousand dollars divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The first directors of the company shall be Arthur Beau, Edward A. Barnard and Edward A. Gerth, all british subjects, residing in Montreal aforesaid.

SICOTTE & BARNARD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 20th July, 1898. 3734

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, by the reverend Francis Robert Smith, Thomas E. J. Kelly and William H. G. Garrioch, respectively rector and wardens of Saint James church, in the city of Hull, district of Ottawa, reverend Matthew H. Scott, minister of Zion church, in said city of Hull, John D. Hanson, manufacturer, John C. F. Taylor, clerk, John P. McKay, John Angus, Samuel F. Cox, the last three foremen, and Charles James Brooke and George C. Wright, advocates, all said applicants being of the city of Hull aforesaid, for letters patent under the provisions of section XVI of chapter three of title XI of the revised statutes of the province of Quebec.

(1.) To confirm a deed of grant dated 29th July, 1898, by the rector and wardens of said Saint James church to the applicants, of lot No. 322, in ward one of said city of Hull, to be held and used as a cemetery.

(2.) To constitute said applicants and such persons as they may associate with themselves a corporation under the name "Hull Cemetery Company", with the powers provided by said statute.

GEO. C. WRIGHT,
Attorney for applicants.
Hull, 13th August, 1898. 3286

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re E. A. Lacroix, Trois-Rivières,

Insolvable.

Avis vous est donné que, le 6e jour d'octobre 1898, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 15 octobre 1898. 3789

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Ernest Riel, restaurateur, de la cité de Montréal,

et

Alex. Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31ème jour d'octobre 1898, le et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.
 Montréal, 12 octobre 1898. 3827

District de Saint-Hyacinthe. }
 No. 34. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Napoléon Lemieux,

Requérant cession de biens ;

et

Michel Bérard, de Sainte-Hélène, commerçant, et y faisant affaires seul comme tel, sous les nom et raison de Benoit & Bérard, Failli ;

et

Joseph Cyprien Désautels, notaire, de la cité de Saint-Hyacinthe, Curateur.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au deuxième jour de novembre prochain, après cette date les dividendes seront payés à mon bureau.

JOS. C. DESAUTELS,
 Curateur.

No 7, rue Saint-Denis.
 Saint-Hyacinthe, 14 octobre 1898. 3839

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re F. M. Sullivan, commerçant, Montréal,

Failli ;

et

G. R. Renfrew & Cie., Requérants ;

et

E. W. Bonham, Gardien provisoire.

Avis est par le présent donné que le dit failli a, ce dixième jour d'octobre 1898, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, dans la cité de Montréal.

MCCORMICK & CLAXTON,
 Imperial Building, Montréal,
 Avocats des requérants.

F. W. Radford,
 37, Imperial Building, Montréal,
 Député gardien provisoire. 3843

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Eric Bissonnette, de Montréal, sellier, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 4 octobre 1898, le soussigné a été nommé, par une ordonnance

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re E. A. Lacroix, Three Rivers,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th day of October, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint-curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 15th October, 1898. 3790

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Ernest Riel, restaurant keeper, of the city of Montreal,

and

Alex. Desmarteau, Curator.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 31st day of October, 1898, on and after which date dividend will be payable at my office, 1598, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.
 Montreal, 12th October, 1898. 3828

District of Saint-Hyacinthe. }
 No. 34. } *Superior Court.*
In re Joseph Napoléon Lemieux,

Petitioner for assignment ;

and

Michel Bérard, trader, of Sainte-Hélène, and there carrying on business alone under the name, style and firm of Benoit & Bérard, Insolvent ;

and

Joseph Cyprien Désautels, notary, of the city of Saint-Hyacinthe, Curator.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the second day of November next, after which date the dividends will be payable at my office.

JOS. C. DESAUTELS,
 Curator.

No. 7, Saint Denis street,
 Saint-Hyacinthe, 14th October, 1898. 3840

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re F. M. Sullivan, trader, Montreal,

Insolvent ;

and

G. R. Renfrew & Co., Petitioners ;

and

E. W. Bonham, Provisional guardian.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on this 10th day of October, 1898, made a judicial abandonment of his estate for the benefit of his creditors, in the protonotary's office, in the city of Montreal.

MCCORMICK & CLAXTON,
 Imperial building, Montreal.
 Attorneys for petitioner.

F. W. Radford,
 37, Imperial Building, Montreal,
 Deputy provisional guardian. 3844

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Eric Bissonnette, of Montreal, saddler, Insolvent.

Notice is hereby that, on the 4th day of October, 1898, by order of the court, the undersigned has

de la cour, curateur aux biens du dit Bissonnette, qui a fait cession de ces biens pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. B. DANCOSÉ,
Curateur.

304, rue Saint-Paul.
Montréal, 4 octobre 1898,

3821

Règle de Cour

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour de Circuit.*
No 358.

Olivier Jacques *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Mathias Mongeon, des cité et district de Saint-Hyacinthe,

Défendeur ;

et

Divers, Opposants.

Saint-Hyacinthe, le vingt-trois septembre mil huit cent quatre-vingt-dix huit.

Présent : l'honorable LOUIS TELLIER, J. C. S.

Vu la requête des demandeurs en cette cause et l'insolvabilité alléguée du dit défendeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

ROY & BEAUREGARD,

3749-2

G. C. C.

Licitation

LICITATION.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*
No 417.

Patrick A. Donahoe, Demandeur ;

vs.

James Donahoe *et al.*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, sous et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Beauharnois, rendu le quatrième jour d'octobre 1898, dans une cause dans laquelle Patrick Alfred Donahoe, de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, dans le district de Beauharnois, cultivateur, est demandeur, et James Donahoe, gentilhomme, Elizabeth Donahoe, épouse de Thomas Wallace, cultivateur, dûment autorisée par son mari, et le dit Thomas Wallace, aux fins d'autoriser sa dite épouse ; Daniel Donahoe, mineur, et John Donahoe, forgeron, tous de Clarion, dans le comté de Wright, dans l'Etat de Iowa, un des Etats-Unis d'Amérique ; Charlotte Emilie Donahoe, de Silver City, dans l'Etat de Idaho, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu James S. Feeney, en son vivant mineur, du même lieu ; Andrew Donahoe, de Godmanchester, dans le comté de Huntingdon et district de Beauharnois, gentilhomme ; Catherine Jane Donahoe, de Godmanchester susdit, épouse de Joseph Walsh, cultivateur et maître de poste, dûment autorisée par son dit mari, et le dit Joseph Walsh, aux fins d'autoriser sa dite épouse ; Marie Anne Donahoe, aussi de Godmanchester susdit, fille majeure ; Eden Donahoe, de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, dans le district de Beauharnois, veuve

been appointed curator to the estate of the said Bissonnette, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors. Claims attested under oath must be filed at my office within thirty days from this notice.

J. B. DANCOSÉ,
Curator.

304, Saint Paul street
Montreal, 4th October, 1898.

3822

Rule of Court

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Circuit Court.*
No. 358.

Olivier Jacques *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Mathias Mongeon, of the city and district of Saint Hyacinth,

Defendant ;

and

Divers parties, Opposants.

Saint Hyacinth, the twenty-third of September, eighteen hundred and ninety-eight.

Present : the Honorable LOUIS TELLIER, J. S. C.

Seeing the motion of plaintiffs herein and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in said *Quebec Official Gazette*.

ROY & BEAUREGARD,

3750

C. C. C.

Licitation

LICITATION.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 417.

Patrick A. Donahoe, Plaintiff ;

vs.

James Donahoe *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Beauharnois, rendered on the fourth day of October, 1898, in a cause in which Patrick Alfred Donahoe, of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, in the county of Châteauguay, in the district of Beauharnois, farmer, is plaintiff, and James Donahoe, gentleman ; Elizabeth Donahoe, wife of Thomas Wallace, farmer, hereto duly authorized by her husband, and the said Thomas Wallace, for the purpose of authorizing his said wife herein ; Daniel Donahoe, miner, and John Donahoe, blacksmith, all of Clarion, in Wright county, in the State of Iowa, one of the United States of America ; Charlotte Emilie Donahoe, of Silver City, in the State of Idaho, one of the United States of America, widow of the late James S. Feeney, in his lifetime miner, of the same place ; Andrew Donahoe, of Godmanchester, in the county of Huntingdon and district of Beauharnois, gentleman ; Catherine Jane Donahoe, of Godmanchester aforesaid, wife of Joseph Walsh, farmer and postmaster, hereto duly authorized by her said husband, and the said Joseph Walsh, for the purpose of authorizing his said wife herein ; Maria Ann Donahoe, also of Godmanchester aforesaid, spinster and of the full age of majority ; Ellen Donahoe, of the parish of Saint Malach. d'Ormstown, in the

de feu Patrick C. Kelly, en son vivant de Hailey, dans le dit Etat de Idaho, mineur, et Thomas Donahoe, de parties au demandeur inconnu, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

1° Un certain lot de terre dans la dite paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme lot No 114, contenant cent acres de terre, plus ou moins ;

2° Un autre certain lot de terre dans le canton de Godmanchester, dans le comté de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Godmanchester, comme lot No 9, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour du mois de DECEMBRE maintenant prochain (1898), à ONZE heures de l'avant midi, cour tenant, dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville et le district de Beauharnois, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour, à Beauharnois susdit ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours de l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de droit de le faire.

MCCORMICK & CLAXTON,

Procureurs du demandeur.

Beauharnois, 7 octobre 1898. 3795
[Première publication, 15 octobre 1898.]

Ratifications

RATIFICATION DE TITRE.

Province de Québec,
District de Montréal,
Montréal.
No 208.

Cour Supérieure.

Ex parte :

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Mre C. de Salaberry, notaire, le 18e jour du mois de juin 1898, étant une sentence arbitrale dans une affaire d'expropriation de chemins de fer, entre "the Montreal Park & Island Ry Company", corporation ayant son principal établissement à Montréal, district de Montréal, et Alexander P. McLaurin & William Bothwell, commerçants, de la ville de Lachine, et y faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de McLaurin et Bothwell, propriétaires expropriés des terrains suivants, savoir : les lots No 4 et a7 de subdivision du lot No. 261 et les parties des lots Nos a1, a6 et a8, et des Nos 5 et 9 de subdivision du dit No 261, décrits au dit acte et en la possession des dits Alexander P. McLaurin et William Bothwell ci-dessus décrits, pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant la reddition de la dite sentence et de son enregistrement, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 18 novembre prochain 1898, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le

county of Chateauguay, in the district of Beauharnois, widow of the late Patrick C. Kelly, in his lifetime of Hailey, in said State of Idaho, miner, and Thomas Donahoe, of parts to plaintiff unknown, a e defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. That certain lot of land in the said parish of Saint Malachie d'Ormstown, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as lot No. 114, containing one hundred acres of land, more or less ;

2. And that certain other lot of land in the township of Godmanchester, in the county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of said township of Godmanchester, as lot No. 9, containing fifty acres of land, more or less ;

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRD day of DECEMBER now next (1898), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon sitting the court, in the court room at the court house, in the town and district of Beauharnois, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges which shall be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at Beauharnois aforesaid ; and that any opposition to annual, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MCCORMICK & CLAXTON,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 7th October, 1898. 3796
[First published, 15th October, 1898.]

Ratifications

CONFIRMATION OF TITLE.

Province of Quebec,
District of Montreal,
Montreal.
No. 208.

Superior Court.

Ex parte :

Public notice is hereby given that there has been deposited in the office of the prothonotary of the superior court of the district of Montreal, a deed passed before Mre C. de Salaberry, on the 18th day of the month of June, 1898, being an arbitration award in a matter of railway expropriation, between "The Montreal Park and Island Ry Company," a body politic having its principal establishment at Montreal, district of Montreal, and Alexander P. McLaurin and William Bothwell, traders, of the town of Lachine and doing business there together in partnership under the style and firm of McLaurin & Bothwell, owners expropriated of the following lots, to wit : Lots Nos. 4 and a7, of subdivision of the lot No. 261 - and the parts of lots Nos. a1, a6 and a8, and Nos. 5 and 9 of subdivision of the said lot No. 261, described in the said deed and in the possession of the said Alexander P. McLaurin and William Bothwell hereinabove described, during the last three years ; and all persons claiming to have any privilege or hypothec upon the said immovables immediately before the rendering of the said award and of its registration, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 18th day of November next, 1898, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of civil procedure, to include in his certificate to be

présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

L. A. BEDARD,

Député protonotaire C. S.

Beïque, Lafontaine, Turgeon & Robertson,

Avocats de la requérante.

Montréal, 13 octobre 1898.

3655

AVIS PUBLIC.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, conformément aux articles 5727 B et 5727 C, du statut 60 Vict., chap. 49, l'acte de vente des immeubles vendus à l'enchère le 17 août 1898, a été déposé à mon bureau pour ratification, suivant la loi, ainsi que le certificat du registraire. Par le certificat d'enregistrement il appert :

1° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de ferme Eskiminac, et consistant dans les lots de terre Nos. un, deux, trois, quatre et cinq, du township Angers, dans le comté de Bonaventure, ont été Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier et Théodore Nadeau, ces trois derniers faisant affaires sous le nom de Maria Pulp & Lumber Co., et la Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de Green Point, dans la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, comté de Bonaventure, et formé de partie des numéros suivants du cadastre de la susdite paroisse, savoir : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A ont été les personnes suivantes : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALFRED LEMIEUX,

Liquidateur.

Bureau : People's Chambers,
No. 125, rue Saint-Pierre,
Québec, 4 octobre 1898.

3753-2

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } PATRICK DOYLE, Deman-
No. 2813 } deur ; contre PHILEAS
PLANTE, Défendeur, savoir :

Le lot numéro quatre-vingt quinze A (95 A), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, de la contenance de trois arpents de front sur deux arpents de profondeur, plus ou moins—avec moulin à farine et autres bâties des-sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 10 Octobre
1898. 3811

[Première publication, 15 octobre 1898.]

filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default whereof they shall be forever precluded from the right of so doing.

L. A. BEDARD,

Deputy prothonotary S. C.

Beïque, Lafontaine, Turgeon & Robertson,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 13th October, 1898.

3656

PUBLIC NOTICE

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

In liquidation.

Notice is hereby given that, pursuant to articles 5727 B and 5727 C, of the statute 60 Vict., chap. 49, the deed of sale of the immovables sold by auction on the 17th of August, 1898, has been filed in my office for ratification, according to law, as also the registrar's certificate. By the registry certificate it appears :

1. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of the Eskiminac Farm, and consisting of the lots of land Nos. one, two, three, four and five, of the township Angers, in the county of Bonaventure, were Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier and Théodore Nadeau, the three latter carrying on business under the name of Maria Pulp & Lumber Co., and the Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of Green Point, in the parish of Sainte-Brigitte de Maria, county of Bonaventure, and made up of part of the following cadastral numbers of the said parish, to wit : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A were the following : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALF. LEMIEUX,

Liquidator.

Office : People's Chambers,
No. 125, Saint Peter street.
Quebec, 4th October, 1898.

3754

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } PATRICK DOYLE, Plaintiff ;
No. 2813. } against PHILEAS PLANTE,
Defendant, to wit :

Lot number ninety-five A (95 A), of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de la Beauce, containing three arpents in front by two arpents in depth, more or less—with a flour mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de la Beauce, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 10th October,
1898. 3812

[First published, 15th October, 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.
Province de Québec, } ISRAEL LAFLEUR, De-
District de Montréal. } mandeur ; vs. DAME
No 1901. } CAROLINE LEFORT
ET AL.

Appartenant à Caroline Lefort :

1° Un lot de terre ou emplacement situé dans le village de Saint-Timothée, connu et désigné comme lot numéro vingt-deux (22), de la subdivision du numéro cent quarante-quatre (144), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée.

2° Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné comme lot numéro vingt-trois (23), de la subdivision du numéro cent quarante-quatre (144), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Timothée—avec les bâtisses érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothée, MERCREDI, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 4 octobre 1898. 3747
[Première publication, 8 octobre 1898.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.
Province of Quebec, } ISRAEL LAFLEUR, Plain-
District of Montreal. } tiff ; vs. DAME CARO-
No. 1901. } LINE LEFORT ET AL.

Belonging to Caroline Lefort :

1. A land situate in the village of Saint Timothée, known and designated as lot number twenty-two (22), of the subdivision of number one hundred and forty-four (144), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée.

2. Another lot situate at the same place, known and designated as lot number twenty-three (23), of the subdivision of number one hundred and forty-four (144), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée aforesaid—with the buildings erected on the said lots.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Timothée, on WEDNESDAY, the NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Beauharnois, 4th October, 1898. 3748
[First published, 8th October, 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.
Province de Québec, } EBENEZER S. MILTI-
District de Bedford. } MORE, du canton de
No. 6037. } Brome, dans le district de
Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les biens et terres de HENRY A. MCGOWAN, ci-devant du canton de Sutton, dit district, mais maintenant absent de cette province, en des endroits inconnus au demandeur, Défendeur.

1° Un quart indivis du quart est du lot numéro trois, dans le dixième rang du canton de Sutton, dans le district de Bedford, arpentage primitif, et maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, sur le cadastre du dit canton, sous le lot numéro treize cent cinquante-cinq (1355)—avec le quart indivis de toutes les bâtisses, améliorations et circonstances et dépendances.

2° Ce certain morceau de terre contenant cinq acres et six dixièmes (5 6-10) en superficie, au coin nord-ouest du lot numéro quatre, dans le dixième rang, arpentage primitif, du dit canton de Sutton, et connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de cadastre du dit canton de Sutton, sous le numéro treize cent cinquante-quatre (1354)—avec bâtisses, améliorations, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton, district de Bedford, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à NEUF heures du matin.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 4 octobre 1898. 3815
[Première publication, 15 octobre 1898.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.
Province of Quebec, } EBENEZER S. MILTI-
District of Bedford. } MORE, of the town-
No. 6037. } ship of Brome, in the district
of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of HENRY A. MCGOWAN, heretofore of the township of Sutton, in said district, but now absent from this province, in parts to Plaintiff unknown, Defendant.

1. One undivided fourth part of the east one fourth part of lot number three, in the tenth range of the township of Sutton in the district of Bedford, primitive survey, and now known and designated upon the official plan and in the book of reference of said township of Sutton, under the cadastre of the said township, as lot number thirteen hundred and fifty-five (1355)—with the one undivided fourth part of all the buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

2. That certain piece of land containing five and six tenths (5 6-10) acres in superficies, in the north west corner of lot number four, in the tenth range, primitive survey, of the said township of Sutton, and known and distinguished upon the cadastral plan and in the book of reference of said township of Sutton, as number thirteen hundred and fifty-four (1354)—with buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint André de Sutton, in the township of Sutton and district of Bedford, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 4th October, 1898. 3816
[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province of Québec, } **BENJAMIN H. GRIMES**,
 District de Bedford, } du canton de Sutton,
 No 6030. } district de Bedford, Deman-
 deur ; contre les biens, meubles et terres de **DAME ELLEN MCGOWAN**, épouse commune en biens de Benjamin Bresse, du canton de Sutton, dit district, de son dit mari assistée pour ester en justice et de lui dûment autorisée, et le dit Benjamin Bresse, tant pour autoriser sa dite épouse qu'individuellement et en son nom personnel, Défendeurs.

Les trois quarts indivis du quart est du lot numéro trois, dans le dixième rang du canton de Sutton, dans le district de Bedford, arpentage primitif, et maintenant connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, sur le cadastre du dit canton comme lot numéro treize cent cinquante-cinq (1355)—avec les trois quarts indivis de toutes les bâtisses s s'érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances, à savoir : la juste moitié indivise de la dite propriété décrite appartenant au défendeur, Benjamin Bresse, et le quart indivis d'icelle propriété appartenant à la défenderesse, Dame Ellen McGowan.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton, district de Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 5 octobre 1898. 3817
 [Première publication, 15 Octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province of Québec, } **JOSEPH POIRIER**, mé-
 District de Bedford, } canicien, de Biddeford,
 No 6343. } dans l'état du Maine, un
 des Etats-Unis de l'Amérique, Demandeur ; contre les biens et effets, terres et tenements de **REMI BOLDUC**, de Biddeford, dans l'état du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Cet emplacement situé au coin de la rue Principale et de la rue Saint-Jean, dans la ville de Farnham, district de Bedford, et maintenant connue et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous le numéro quatre-vingt-quatorze (94)—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées, améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham, district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 11 octobre 1898. 3825
 [Première publication, 15 octobre 1898.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **THE GRANDE LIGNE**
 No 225. } **MISSION**, corps poli-
 tique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre **EDMOND PERRIER**, de la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, Défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **BENJAMIN H. GRIMES**,
 District of Bedford, } of the township of Sut-
 No. 6030. } ton, in the district of Bedford,
 Plaintiff ; against the goods and lands of **DAME ELLEN MCGOWAN**, wife common as to property of Benjamin Bresse, of the township of Sutton, in said district, by her said husband assisted to ester en justice, and by him duly authorized, and the said Benjamin Bresse, as well for the purpose of authorizing and assisting his said wife herein individually and in his own name, Defendants.

The undivided three fourth parts of the east one fourth part of the lot number three, in the tenth range of the township of Sutton, in the district of Bedford, primitive survey, and now known and designated upon the official plan and in the book of reference of said township of Sutton, under the cadastre of the said township as lot number thirteen hundred and fifty-five (1355)—with three undivided fourth parts of all the buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging, to wit : the equal undivided half of the said described property belonging to the defendant, Benjamin Bresse, and the undivided fourth part thereof belonging to the defendant, Dame Ellen McGowan.

To be sold at the parish church door of Saint André de Sutton, in the township of Sutton and district of Bedford, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sweetsburg, 5th October, 1898. 3818
 [First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **JOSEPH POIRIER**, of
 District of Bedford, } Biddeford, in the
 No. 6343. } State of Maine, one of the
 United States of America, mechanician, Plaintiff ; against the goods and chattels, lands and tenements of **REMI BOLDUC**, of Biddeford, in the State of Maine, one of the United States of America, Defendant.

That certain emplacement situated at the corner of rue Principale or Main street and Saint John street, in the town of Farnham, in the district of Bedford, and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the said town of Farnham, by the number ninety-four (94)—with all the buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sweetsburg, 11th October, 1898. 3826
 [First published, 15th October, 1898.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Iberville.*

Saint-Johns, to wit : } **THE GRANDE LIGNE**
 No. 225. } **MISSION**, body politic
 and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **EDMOND PERRIER**, of the parish of Saint-Blaise, in the district of Iberville, Defendant.

1° Un morceau de terre situé au côté sud-ouest de la Première Grande Ligne, dans la paroisse de Saint-Blaise, faisant autrefois partie de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, sous le numéro vingt et un (No 21), de la contenance de deux arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins.

2° Un morceau de terre situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, sous le numéro vingt quatre A (No 24 A), de la contenance de deux arpents de largeur sur treize arpents de profondeur, plus ou moins.

3° Une terre située au côté nord-est de la dite Première Grande Ligne, dans la dite paroisse de Saint-Blaise, faisant aussi autrefois partie de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, sous le numéro soixante et treize (No 73) — avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse de Saint-Blaise, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Jean, 20 septembre 1898. 3623 2
[Première publication, 24 septembre 1898.]

1. A piece of land situate on the south west side of the Première Grande Ligne, in the parish of Saint Blaise, formerly being included in the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, under the number twenty-one (No 21), containing two arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less.

2. A piece of land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, under the number twenty-four A (No. 24A), containing two arpents in width by thirteen arpents in depth, more or less.

3. A farm situate on the north east side of the said Première Grande Ligne, in the said parish of Saint Blaise, forming heretofore also part of the said parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, under the number seventy three (No. 73)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Blaise aforesaid, on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Johns, 20th September, 1898. 3624
[First published, 24th September, 1898.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LA BANQUE D'HOCHE-**
No 1347. **LAGA**, corps politique et
incorporé, ayant son principal bureau et siège d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **CHARLES EUGENE FOURNIER et JOSEPH ALPHONSE HUDON**, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au défendeur Hudon, les immeubles suivants, savoir :

1° La moitié indivise de dix lots de terre situés dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal—sans bâtisses, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal, sous les numéros dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six ; tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sous le susdit plan officiel sous le numéro vingt-huit, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six.

2° La moitié indivise d'un lot de terre situé dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal, sous le numéro vingt-sept, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six—sans bâtisses ; borné en front par une rue projetée, connue et désignée sur le susdit plan officiel sous le numéro vingt-huit, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six, et d'un côté par une rue projetée, connue et désignée sur le susdit plan officiel

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **LA BANQUE D'HOCHE-**
No. 1347. **LAGA**, body politic duly
incorporated, having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CHARLES EUGENE FOURNIER and JOSEPH ALPHONSE HUDON**, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the defendant Hudon, the following immovables, to wit :

1. The undivided half of ten lots of land situate in the town of Notre Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte des Neiges, parish of Montreal, as numbers seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty-five and twenty-six, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty six ; all the said lots bounded in front by a projected street known and designated on the said official plan as number twenty eight, of the subdivision of the said original lot number one hundred and fifty six.

2. The undivided half of a lot of land situate in the town of Notre Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte des Neiges, parish of Montreal, as number twenty-seven, of the subdivision of the said original lot number one hundred and fifty-six—without buildings ; bounded in front by a projected street, known and designated on the said official plan as number twenty-eight, of the subdivision of the said original lot number one hundred and fifty-six, and on

sous le numéro quarante-quatre, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 octobre 1898. 3833
[Première publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : **CALIXTE DUPRAS**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans le district de Joliette, et Dame Virginie Cadieux, son épouse, de lui autorisée, du même lieu, Demandeurs ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de **JEAN DESJARDINS**, fils, cultivateur, de la paroisse de la Rivière des Prairies, dans le district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Alphonse Forget, écuyer, avocat, de Montréal, curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur au délaissement, l'immeuble suivant, savoir :

La moitié de l'immeuble numéro quatre vingt-seize (No 96), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, vendue au dit Jean Desjardins, fils, par son père Jean-Baptiste Desjardins, le vingt mai mil huit cent quatre-vingt-cinq ; la dite moitié étant voisine de la terre qui appartenait alors à M. Cyrille Dagenais, et venant jusqu'à la clôture du milieu du dit immeuble numéro quatre-vingt-seize (No 96), contenant environ un arpent et demi de front, plus ou moins, sur toute la profondeur—avec la moitié du terrain à bois dépendant du dit immeuble No 96, et la maison, la grange, la remise et les autres bâtisses érigées sur la dite moitié de cet immeuble, le tout tel que possédé par le dit Jean Desjardins, fils, et borné en front par le chemin public.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 11 octobre 1898. 3845
[Première publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : **EDOUARD ROBILLARD**, No. 1169. **E** cultivateur, MAXIME CREPEAU, notaire, PAUL OLIVIER, boulanger, VICTOR BEAUDIN, manufacturier de brique, tous de Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette, et SEVERIN TESSIER, hôtelier, ci-devant de Saint-Félix de Valois susdit, et maintenant des cité et district de Montréal, faisant affaires ensemble en société comme manufacturiers de brique, à Saint-Félix de Valois susdit, sous les nom et raison sociale de Robillard, Beaudin & Cie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de CHARLES EUGENE FOURNIER, architecte, des cité district de Montréal, et faisant ci-devant affaires avec la société Peladeau & Tessier, ensemble en société, dans la dite cité de Montréal, pour la construction de maisons, les achats de terrains et spéculations sur les propriétés en général sous les nom et raison de "The Westmount Builders Society", l'un des Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, Charles Eugene Fournier, les immeubles ci-après mentionnés :

1° La moitié indivise de huit lots de terre situés dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal — sans bâtisses ; connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi

one side by a projected street, known and designated on the said official plan as number forty-four, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-six.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th October, 1898. 3834
[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **CALIXTE DUPRAS**, farmer, of the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the district of Joliette, and Dame Virginie Cadieux, his wife, by him duly authorized, of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule "A" annexed to the writ in this cause, of **JEAN DESJARDINS, JUNIOR**, farmer, of the parish of Rivière des Prairies, in the district of Montreal, Defendant, now in the hands of Alphonse Forget, esquire, advocate, of Montreal, curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator to the surrender, the following immovable, to wit :

The half of lot number ninety-six (No. 96), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, sold to the said Jean Desjardins, junior, by his father Jean Baptiste Desjardins, on the twentieth of May one thousand eight hundred and eighty-five ; said half being the one adjoining the land which then belonged to Mr. Cyrille Dagenais, and going to the middle fence of the said lot number ninety-six (No. 96), containing about one arpent and a half in front, more or less, by the whole of the depth—with the half of the woodland, depending from said lot No. 96, and the house, barn, shed and outbuildings erected on the said half of this lot, the whole such as held by the said Jean Desjardins, junior, and bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 11th October, 1898. 3846
[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **EDOUARD ROBILLARD**, No. 1169. **E** farmer, MAXIME CREPEAU, notary, PAUL OLIVIER, baker, VICTOR BEAUDIN, brick maker, all of Saint Felix de Valois, in the district of Joliette, and SEVERIN TESSIER, hotel-keeper, formerly of Saint Felix de Valois aforesaid, and now of the city and district of Montreal, carrying on business together in partnership as brick makers, at Saint Felix de Valois aforesaid, under the style and firm of Robillard, Beaudin & Cie, Plaintiffs ; against the lands and tenements of CHARLES EUGENE FOURNIER, architect, of the city and district of Montreal, and formerly carrying on business with the firm of Peladeau & Tessier, together in partnership in the said city of Montreal, for the erection of houses and the purchase of lots and general speculations in real estate under the style and firm of "The Westmount Builders Society", one of the Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Charles Eugene Fournier, the immovables hereinafter mentioned, to wit :

1. The undivided half of eight lots of land situate and being in the town of Notre Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings ; known and designated on the official

officiels du village incorporé de la Côte des Neiges ; paroisse de Montréal, sous les numéros dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six ; les dits huit lots bornés en front par une rue projetée, connue et désignée sur le susdit plan officiel sous le numéro vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six ;

2° La moitié indivise d'un lot de terre situé dans la ville de Notre Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiel du village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal, sous le numéro vingt-sept, de la subdivision du lot originaire cent cinquante-six ; borné d'un côté par une rue projetée, connue et désignée sur le susdit plan officiel, sous le numéro vingt-huit, de la subdivision du lot originaire cent cinquante-six, et d'un côté par une rue projetée, connue et désignée sur le susdit plan officiel sous le numéro quarante-quatre, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-six.

Pour être vendues en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,

Député-Shérif.

Montréal, 11 octobre 1898.

3847

[Première publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No. 2802. } LE FRANCO-CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JEAN NERE COUSINEAU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, et LUDGER COUSINEAU, entrepreneur, du même lieu, Défendeurs.

Saisies comme appartenant au dit Ludger Cousineau, les immeubles suivants, savoir :

1° A. Une terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, en la Côte Vertu, étant la partie nord-est non subdivisée du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent cinquante et un ; tenant en front au chemin de la Côte Vertu, en profondeur au lot numéro officiel dix-neuf, d'un côté au nord-est, partie par les lots de subdivision numéros deux et trois du dit lot numéro deux cent cinquante et un, et partie par le lot numéro officiel deux cent cinquante-deux, et d'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro deux cent cinquante et un—avec bâtisses sus érigées, contenant un arpent et trois quarts de front par trente arpents de profondeur.

B. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie est du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro dix-neuf ; borné à un bout au nord-ouest par la partie subdivisée du dit lot numéro dix-neuf et par le lot numéro officiel dix-huit ; au nord-est par le lot numéro officiel douze et une petite partie du lot numéro officiel deux cent cinquante-deux ; à l'autre bout au sud-est par le lot numéro officiel deux cent cinquante et un, et au sud-ouest par l'autre partie non subdivisée du dit lot numéro dix-neuf, et contenant quarante-trois arpents en superficie. Ces dites deux terres forment une seule et même exploitation.

2° A. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, d'une superficie de trente-deux arpents environ, étant la partie sud-ouest du lot connu aux

plan and book of reference of the incorporated village of La Côte des Neiges, parish of Montreal, as numbers nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five and twenty-six, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-six ; all the said eight lots bounded in front by a projected street, known and designated on the said official plan as number twenty-eight, of the subdivision of the said original lot number one hundred and fifty-six.

2. The undivided half of a lot of land situate and being in the town of Notre Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte des Neiges, parish of Montreal, as number twenty-seven, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-six ; bounded on one side by a projected street, known and designated on the said official plan as number twenty-eight, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-six, and on one side by a projected street known and designated on the said official plan as number forty-four, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-six.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 11th October, 1898.

3848

[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 2802. } LE FRANCO-CANADIEN, a
body politic and corporate, having its principal office of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JEAN NERE COUSINEAU, farmer, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal, and LUDGER COUSINEAU, contractor, of the same place, Defendants.

Seized as belonging to the said Ludger Cousineau, the following immovables, to wit :

1. A. A land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier, district of Montreal, in the Côte Vertu, being the north east unsubdivided part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and fifty-one ; bounded in front by the road of the Côte Vertu, in rear by the official lot number nineteen, on one side to the north-east, partly by lots subdivision numbers two and three of said lot number two hundred and fifty-one, and partly by official lot number two hundred and fifty-two, and on the other side to the south-west by the residue of the said lot number two hundred and fifty-one—with buildings thereon erected, containing one arpent and three quarters in front by thirty arpents in depth.

B. Another land situate in the parish of Saint-Laurent, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the east part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number nineteen ; bounded at one end to the north-west by the subdivided part of the said lot number nineteen and by the official lot number eighteen ; on the north east by the lot official number twelve and a small part of official lot number two hundred and fifty-two ; at the other end to the south east by official lot number two hundred and fifty-one, and on the south-west by the other unsubdivided part of said lot number nineteen, and containing forty-three arpents in area. These two lots form one and the same plot.

2. A. Another land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier, district of Montreal, of an area of about thirty-two arpents, being the south west part of the lot known and de-

plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent cinquante et un; tenant en front au chemin de la Côte Vertu, en profondeur au lot numéro officiel dix-neuf, au nord-est par le résidu du dit lot numéro deux cent cinquante et un, et au sud-ouest partie par le lot officiel numéro deux cent cinquante, et partie par le lot officiel numéro deux cent quarante-deux — avec bâtisses sus-érigées.

B. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, d'une superficie de vingt-neuf arpents environ, étant la partie sud du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro dix-neuf; bornée à un bout au nord-ouest par la partie subdivisée du dit lot numéro dix-neuf, à l'autre bout au sud-est par le lot numéro officiel deux cent cinquante et un, au nord-est par le résidu non subdivisé du dit lot numéro dix-neuf, au sud-ouest partie par le lot numéro officiel vingt-six, et partie par le lot numéro officiel deux cent quarante-deux. Ces dites deux terres forment une seule et même exploitation.

3° A. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie non subdivisée de la partie nord-est du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent quarante-deux, compris dans les bornes suivantes: tenant en front par le chemin de la Côte Vertu, en profondeur au nord-ouest par le lot numéro officiel vingt-six, d'un côté au nord-est partie au lot numéro officiel deux cent cinquante, partie au lot numéro officiel deux cent cinquante et un, et partie par le lot numéro officiel dix-neuf, l'autre côté au sud-ouest partie par le lot de subdivision numéro dix-sept, du dit lot numéro deux cent quarante-deux, et partie par les lots de subdivision du dit lot numéro deux cent quarante-deux, compris dans sa progression numérique de cent quarante-sept à deux cent dix-neuf, inclusivement, et partie par le chemin O'Brien, étant partie de la partie sud-ouest du dit lot numéro deux cent quarante-deux — avec bâtisses sus-érigées.

B. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie est du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro vingt-six, laquelle partie tient par un bout à la partie non subdivisée du lot numéro officiel deux cent quarante-deux, à l'autre bout par autre partie du dit lot numéro vingt-six, appartenant à Hornidas Lagacé ou représentants, au nord-est au lot numéro officiel dix-neuf, et au sud-ouest par le chemin O'Brien, étant partie du dit lot numéro vingt-six d'une superficie totale de vingt-neuf arpents et un soixante et dixième d'arpent, plus ou moins. Ces dites deux terres forment une seule et même exploitation.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Jean Néré Cousineau, l'immeuble du dit défendeur, savoir:

4° Une terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal; bornée en front par le chemin de la Côte Vertu, connue et désignée sur le plan et aux livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent, sous le numéro cent quatre-vingt-seize — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif
Montréal, 13 octobre 1898. 3855

[Première publication, 15 octobre 1898.]

signated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and fifty-one; bounded in front by the road of the Côte Vertu, in rear by official lot number nineteen, on the north east by the residue of the said lot number two hundred and fifty-one, and on the south west partly by the official lot number two hundred and fifty, and partly by the official lot number two hundred and forty-two — with buildings thereon erected.

B. Another land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier, district of Montreal, of an area of about twenty-nine arpents, being the south part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Laurent, as number nineteen; bounded at one end to the north west by the subdivided part of said lot number nineteen, at the other end on the south east by official lot number two hundred and fifty-one, to the north east by the residue unsubdivided of lot number nineteen, to the south west partly by the official lot number twenty-six, and partly by the official lot number two hundred and forty-two. These said two lots form only one and the same plot.

3. A. Another land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the unsubdivided part of the north east part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and forty-two, comprised within the following bounds: bounded in front by the road of the Côte Vertu, in rear to the north west by official lot number twenty-six, on one side to the north east partly by lot official number two hundred and fifty, partly by official lot number two hundred and fifty-one, and partly by official lot number nineteen, on the other side to the south west partly by subdivision lot number seventeen, of the said lot number two hundred and forty-two, and partly by the subdivision lots of said lot number two hundred and forty-two, comprised in its numerical progression from one hundred and forty-seven to two hundred and nineteen, inclusively, and partly by the O'Brien road, being part of the south west part of the said lot number two hundred and forty-two — with buildings thereon erected.

B. Another land situate in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the east part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number twenty-six, which part bounds at one end by the unsubdivided part of official lot number two hundred and forty-two, at the other end by another part of the said lot number twenty-six, belonging to Hornidas Lagacé or representatives, on the north east by official lot number nineteen, and on the south west the O'Brien road, being part of said lot number twenty-six, of a total area of twenty-nine arpents and one seventieth of an arpent, more or less. These said two lots form only one and the same plot.

Seized as belonging to the said defendant Jean Néré Cousineau, the following immovable property belonging to him, to wit:

A land situate in the parish of Saint Laurent, county of Jacques-Cartier, district of Montreal; bounded in front by the road of the Côte Vertu, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number one hundred and ninety-six — with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th October, 1898. 3856

[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **JAMES DRUMMOND**, du No 2949, village de la Côte de la Visitation, district de Montréal, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ANTOINE DAVID**, du même lieu, laitier, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le village de la Côte Visitation, maintenant Petite Côte, comté d'Hochelaga, district de Montréal, faisant partie du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, sous le numéro deux cent deux (202)—avec les bâtisses y érigées. Le dit terrain faisant front au chemin de montée conduisant la Côte Visitation à la Côte Saint-Michel, contenant quarante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; tenant en front au chemin public susmentionné, aboutissant au terrain de Christophe McAvoy, d'un côté au nord-ouest à M. Alphonse Millette, et d'autre côté au sud-est à M. Charles Legaré ou représentants.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 octobre 1898. Shérif, 3853
[Première publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **JEAN P. MARION**, notaire No. 2629, public, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HORMIDAS BRIEN dit DESROCHER**, hôtelier, de la ville de Saint-Henri, dans le dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé sur le niveau de la rue Molson, en la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois mille quatre cent soixante et quatre, des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites ; borné en front par l'Avenue Molson.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 septembre 1898. Shérif, 3611-2
[Première publication, 24 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, à savoir : **CHARLES JOSEPH MAR-**
No 484. **CHILDON**, commerçant, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets ; contre **ESDRAS CASTONGUAY**, commerçant, de la paroisse de Saint-Jean-des-Chaillons.

Avis est par le présent donné que la vente du lot No 301 (trois cent un), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jean-des-Chaillons, dans le deuxième rang—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances, saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le cinquième jour d'août dernier, à la porte de l'église de Saint-Jean-des-Chaillons, aura lieu à DIX heures du matin, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, à la porte de l'église de la dite pa-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **JAMES DRUMMOND**, of No. 2949, the village of La Côte de la Visitation, district of Montreal, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANTOINE DAVID**, of the same place, milkman, Defendant.

A certain lot situate in the village of La Côte Visitation, now Petite Côte, county of Hochelaga, district of Montreal, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the village of La Côte Visitation, as number two hundred and two (202)—with the buildings thereon erected. Said lot fronting on the road (*chemin de montée*) leading from La Côte Visitation to the Côte Saint Michel, containing forty feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by the public road above mentioned, ending at the land of Christophe McAvoy, on one side to the north west by Mr. Alphonse Millette, and on the other side to the south east by Mr. Charles Legaré or representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 13th October, 1898. Sheriff, 3854
[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **JEAN P. MARION**, notary No. 2629, public, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HORMIDAS BRIEN dit DESROCHER**, hotel keeper, of the town of Saint Henri, in the said district, Defendant.

A lot of land situate on the alignment of Molson street, in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known and designated as number three thousand four hundred and sixty-four, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal—with a house and outbuildings thereon erected ; bounded in front by Molson avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 21st September, 1898. Sheriff, 3612
[First published, 24th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit : **CHARLES JOSEPH MAR-**
No. 484. **CHILDON**, trader, of the parish of Saint Pierre les Becquets ; against **ESDRAS CASTONGUAY**, trader, of the parish of Saint Jean des Chaillons.

Notice is hereby given that the sale of lot No. 301 (three hundred and one), of the official cadastre of the said parish of Saint Jean des Chaillons, in the second range—with a house thereon erected, circumstances and dependencies, seized in the present cause, which should have taken place at ten of the clock in the forenoon, the fifth day of August last, at the church door of Saint Jean des Chaillons, will take place at TEN of the clock in the forenoon, the FOURTH day NOVEMBER, at the

roisse de Saint Jean-des-Chaillons. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BÉGIN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 29 septembre 1898. 3721
[Première publication, 1er octobre 1898.]

[Nouvelle publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **WILLIAM DOYLE**, de No. 1567. { Québec, quincaillier ; vs. **F. X. CHABOT**, de la ville de Lévis, à savoir :

Le lot No 240 (deux cent quarante), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Samson—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BÉGIN,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Québec, 29 septembre 1898. 3717-2
[Première publication, 1er octobre 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **SIR H. G. JOLY DE LOTB.** No. 255. { **BINIERE**, de la paroisse de Sainte-Croix, dans le district de Québec, Chevalier Commandeur de l'ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-George, avocat ; contre **MICHEL THIBAUT**, de la paroisse de Saint-Edouard de Lotbinière, dans le district de Québec, cultivateur, à savoir :

Le No. 388-25 (trois cent quatre-vingt-huit-vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edouard de Lotbinière, situé dans la concession de Lucieville, ayant deux arpents de front sur la profondeur qu'il y a depuis la concession de Juliaville jusqu'à la rivière Huron, contenant une superficie de 78 (soixante-dix-huit) arpents 40 (quarante), perches ; et borné au nord à la dite concession de Juliaville, au sud à la rivière Huron, au nord-est au No. 26 et au sud-ouest au No. 24, de la dite concession.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Lotbinière, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit b ef est rapportable suivant la loi.

ED. BÉGIN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 29 septembre 1898. 3719-2
[Première publication, 1er octobre 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **EDMOND BOUCHARD**, de No. 373. { la cité de Québec, journalier ; contre **ALPHONSE DUPONT**, de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No. 462 (quatre cent soixante et deux), du cadastre officiel pour cette partie de la paroisse de Saint-Roch de Québec, appelée Saint-Roch Nord, Hedleyville, Limoilou, étant un emplacement situé rue William—avec bâties.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 22 septembre 1898. 3633-2
[Première publication, 24 septembre 1898.]

church door of the said parish of Saint Jean des Chaillons. The said writ returnable according to law.

ED. BÉGIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 29th September, 1898. 3722
[First published, 1st October, 1898.]

[New publication, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **WILLIAM DOYLE**, of No. 1567. { Québec, hardware merchant ; vs **F. X. CHABOT**, of the town of Lévis, to wit :

Lot No. 240 (two hundred and forty), of the official cadastre for Notre Dame ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Samson street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ED. BÉGIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 29th September, 1898. 3718
[First published, 1st October, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **SIR H. G. JOLY DE LOTB.** No. 255. { **NIERE**, of Sainte Croix, in the district of Québec, Knight Commander of the most distinguished order of Saint Michael and of Saint George, advocate ; against **MICHEL THIBAUT**, of the parish of Saint Edouard de Lotbinière, in the district of Québec, farmer, to wit :

No. 388-25 (three hundred and eighty-eight-twenty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Edouard de Lotbinière, situate in the Lucieville concession, measuring two arpents in front by the depth there may be between the Juliaville concession and the river Huron, containing an area of 78 (seventy-eight) arpents forty (40) perches ; and bounded on the north by the said Juliaville concession, on the south by the river Huron, on the north east by No. 26, and on the south west by No. 24, of the said concession.

To be sold at the parochial church door of Saint Edouard de Lotbinière, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ED. BÉGIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 29th September, 1898. 3720
[First published, 1st October, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **EDOUARD BOUCHARD**, of No. 373. { the city of Québec, laborer ; against **ALPHONSE DUPONT**, of places unknown, to wit :

Lot No. 462 (four hundred and sixty-two), of the official cadastre for that part of the parish of Saint Roch de Québec, called Saint Roch North, Hedleyville, Limoilou, being a lot situate on William street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 22nd September, 1898. 3634
[First published, 24th September, 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **REVEREND MESSIRE JOSEPH OMER BLANCHARD**, prêtre, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ; contre **ELIE FONTAINE**, de la paroisse de Saint-Théodose, dans le district de Richelieu, Défendeur :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine, en la troisième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine, sous le numéro deux cent quarante-neuf (No 249)—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine, en la troisième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine, sous le numéro deux cent cinquante (No 250)—avec les bâtisses dessus érigées.

Avis est par le présent donné, que la vente des immeubles ci-dessus décrits, saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine, le vingt et unième jour du mois de mars dernier, à deux heures de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Antoine, le **VINGT-SIXIEME** jour du mois d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Sorel, 19 septembre 1898. Shérif. 3609-2
[Première publication, 24 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **BENJAMIN HINMAN**, ci-devant de la ville de Derby, maintenant de la ville de Newport, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, cultivateur, **CHARLES H. KATHAN**, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, commerçant, et **MARTHA M. HASKELL**, de Derby-Line, dans la ville de Derby, dans le dit Etat du Vermont, veuve de **Carlos F. Haskell**, en son vivant du même lieu, gentilhomme, en leur qualité d'exécuteur et d'exécutrice du testament de feu **Horace Stewart**, en son vivant du dit canton de Stanstead, commerçant et cultivateur, maintenant décédé. Demandeurs ; contre les terres et tenements de **JOSEPH BRAGG HOUSE**, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Le résidu de la juste moitié est du lot numéro cinq, dans le sixième rang des lots dans le dit canton de Stanstead, après déduction faite de vingt acres de terre en superficie que feu **Francis House** avait vendu à **John Fraser** du quart sud-est du dit lot, par acte de vente en date du 18 juillet 1846, et maintenant occupé par **Charles J. Larimer** ; le dit résidu de la dite moitié est du dit lot contenant environ quatre-vingts acres de terre en superficie,

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **THE REVEREND MESSIRE JOSEPH OMER BLANCHARD**, priest, of the city and district of Saint Hyacinth, Plaintiff ; against **ELIE FONTAINE**, of the parish of Sainte Théodose, in the district of Richelieu, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Antoine, in the third concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine, as number two hundred and forty-nine (No 249)—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Antoine, in the third concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine, as number two hundred and fifty (No. 250)—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovables hereinabove described, seized in the present cause, which should have taken place at the parochial church door of the parish of Saint Antoine, on the twenty-first day of the month of March last, at two of the clock in the afternoon, will take place at the parochial church door of the said parish of Saint Antoine, on the **TWENTY-SIXTH** day of the month of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 19th September, 1898. Sheriff. 3610
[First published, 24th September, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **BENJAMIN HINMAN**, heretofore of the town of Derby, now of the town of Newport, in the State of Vermont, one of the United States of America, farmer, **CHARLES H. KATHAN**, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, trader, and **MARTHA M. HASKELL**, of Derby-Line, in the town of Derby, in the said State of Vermont, widow of **Carlos F. Haskell**, in his lifetime of the same place, gentleman, in their quality of executor and executrix to the last will and testament of the late **Horace Stewart**, in his lifetime of the said township of Stanstead, trader and farmer, now deceased, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH BRAGG HOUSE**, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The rest, residue and remainder of the equal east half or moiety of the lot number five, in the sixth range of lots in the said township of Stanstead, after deducting therefrom twenty acres of land in superficies which the late **Francis House** heretofore sold to one **John Fraser** off of the south east quarter of said lot, by deed of sale dated 18th July, 1846, and now in the occupation of **Charles J. Larimer** ; the said residue of the said east half of said lot con-

plus ou moins, et l'allocation usuelle pour chemins publics, et étant maintenant connu et désigné sur le plan de cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Stanstead comme partie du numéro quatre cent deux (402), dans le dit sixième rang, et borné comme suit : vers l'est, partie par la ligne de concession entre les sixième et septième rangs du dit canton, et partie par le chemin de la Reine, conduisant à Lineboro ; vers l'ouest, par la terre de Josiah F. Feltus ; vers le nord, par la ligne côté nord du dit lot numéro cinq, dans le dit sixième rang, et vers le sud par la terre du dit Josiah F. Feltus, le dit chemin de la Reine conduisant à Lineboro et la dite terre vendue au dit John Fraser, maintenant occupée par le dit Charles J. Larimer—ensemble avec toutes les bâtisses y érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

JOHN McINTOSH.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 octobre 1898. 3837
[Première publication, 15 octobre 1898.]

taining about eighty acres of land in superficies, more or less, and the usual allowance for highways, and being now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead, as part of number four hundred and two (No. 402), in the said sixth range ; and bounded as follows : towards the east partly by the concession line between the sixth and seventh ranges of the said township, and partly by the Queen's highway leading to Lineboro ; towards the west by the land of Josiah F. Feltus ; towards the north by the north side line of the said lot number five, in the said sixth range, and towards the south by the land of the said Josiah F. Feltus, the said Queen's highway leading to Lineboro and the said land sold to the said John Fraser, now occupied by the said Charles J. Larimer—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 12th October, 1898. 3838
[First published, 15th October, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } **J**OSEPH LESTAGES, Demandeur ;
No 45. } contre PHILIPPE LESTAGES, Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Christine, sur le deuxième rang, comté de Bagot, contenant deux arpents de largeur sur la profondeur du dit lot et étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux (No 182), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Acton ; borné en front au chemin, en arrière au troisième rang de la paroisse de Sainte-Christine, d'un côté à un nommé Edmond Loranger ou représentants, et de l'autre au résidu du lot numéro cent quatre-vingt-deux—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Christine, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 11 octobre 1898. 3806
[Première publication, 15 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe. } **M**ICHEL ESDRAS BERNIER, Demandeur ;
No 72. } vs. JEAN-BAPTISTE ALEXANDRE ARCHAMBEAULT, Défendeur.

Un terrain situé au village de la paroisse de Saint-Césaire, sur la rue Saint-Paul, comté de Rouville, faisant partie du lot numéro quarante-six (No 46), des plan et livres de renvoi officiels du village de la dite paroisse de Saint-Césaire, de quarante pieds de front sur la profondeur du dit lot de terre ; borné en front par la rue Saint-Paul, en profondeur au docteur Guertin, d'un côté à l'ouest à Domitilde Jalbert, et de l'autre côté à Trefflé D. Ogden ou représentants—avec les bâtisses dessus érigées.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. } **J**OSEPH LESTAGES, Plaintiff ;
No. 45. } against PHILIPPE LESTAGES, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte Christine, second range, Bagot county, containing two acres in width by the whole depth of said lot forming part of lot number one hundred and eighty-two (No. 182), on the official plan and book of reference for the parish of Saint André d'Acton ; bounded in front by the road, in rear by the third range of the parish of Sainte Christine, on one side by one Edmond Loranger or representatives, and on the other by the residue of lot number one hundred and eighty-two—without buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Christine, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER next, at ONE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 11th October, 1898. 3810
[First published, 15th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinthe. } **M**ICHEL ESDRAS BERNIER, Plaintiff ;
No. 72. } vs. JEAN-BAPTISTE ALEXANDRE ARCHAMBEAULT, Defendant.

A lot of land situate in the village of the parish of Saint Césaire, on Saint Paul street, county of Rouville, forming part of lot number forty-six (No. 46), of the official plan and book of reference for the village of the said parish of Saint Césaire, containing forty feet in front by the depth of the said lot ; bounded in front by Saint Paul street, in rear by the land of Doctor Guertin, on one side to the west by Domitilde Jalbert, and on the other side by Trefflé D. Ogden or representatives—with the buildings thereon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, au dit village de Saint-Césaire, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 21 septembre 1898. 3651-2
[Première publication, 24 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } **THOMAS LA-**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **POINTE, De-**
No. 773. } mandeur ; contre
OLIVIER LAMOUCHE ALIAS MONCION DIT
LAMOUCHE ET AL, Défendeurs, savoir :

Les propriétés appartenant à Olivier Trottier :

1° Une terre située au sud de la Côte Saint-Vincent, en la paroisse de Saint-Placide, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Saint-Placide, sous le numéro deux cent cinq (205), contenant en superficie soixante arpents et soixante-douze perches—avec les bâtisses y érigées.

2. Un morceau de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, comme étant le numéro deux cent sept (207), contenant en superficie dix arpents et soixante perches.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, dit district, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 11 octobre 1898. 3829
[Première publication, 15 octobre 1898.]

Avis du Gouvernement

No 1750-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 7 octobre courant (1898), d'ériger en municipalité scolaire les cantons unis de "Wabasse, Dudley et Bouthiller", dans le comté d'Ottawa, sous le nom de "Notre-Dame du Pont Main".

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899. 3849

Avis Divers

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée à la cour supérieure de Montréal, sous le No 3190, ce 13 octobre 1898, par Albertine Brabant, de Montréal, dûment autorisée, contre son époux, Edouard Kiernan ; et Calixte LeBeuf est l'avocat de la demanderesse. 3851

To be sold at the church door of the parish of Saint Césaire, in the said village of Saint Césaire, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 21st September, 1898. 3652
[First published, 24th September, 1898].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } **THOMAS LA-**
Sainte Scholastique, to wit : } **POINTE, Plain-**
No. 773. } tiff ; against **OLI-**
VIER LAMOUCHE ALIAS MONCION DIT LA-
MOUCHE ET AL, Defendants, to wit :

The properties belonging to Olivier Trottier :

1. A land situate on the south of Côte Saint Vincent, in the parish of Saint Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Placide as number two hundred and five (205), containing in area sixty arpents and seventy-two perches—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as the number two hundred and seven (207), containing ten arpents and sixty perches in area.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Placide, said district, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 11th October, 1898. 3830
[First published, 15th October, 1898.]

Government Notice

No. 1750-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of October instant (1898), to erect into a school municipality the united townships of "Wabasse, Dudley and Bouthiller", in the county of Ottawa, under the name of "Notre Dame du Pont Main".

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1899. 3850

Miscellaneous Notices

An action for separation as to bed and board has been instituted in the superior court of Montreal, under No. 3190, this 13th October, 1898, by Albertine Brabant, of Montreal, against her husband, Edouard Kiernan ; and Calixte LeBeuf is the plaintiff's attorney. 3852

Avis de Faillites

ACTE DE LIQUIDATION

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 The Featherston Piano Company (Limited),
 En liquidation.

Avis est donné que William Barclay Stephens, de Montréal, gérant de la compagnie "The Western Loan and Trust Company (Limited)", a été nommé liquidateur de la compagnie ci-dessus, par jugement de la cour supérieure rendu le 22 septembre 1898.

Le délai fixé par la cour pour la production des réclamations expire le 10 novembre prochain.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations chez le soussigné avant cette date.

W. BARCLAY STEPHENS,
 Liquidateur.

Bureau de The Western Loan and
 Trust Company (Limited),
 9, rue Saint-Sacrement,
 Montréal, 12 octobre 1898. 3857

*Index de la Gazette Officielle de
 Québec, No. 41*

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 2039.

BILLS PRIVÉS, P. F. :—Avis au sujet des :—Chambre des Communes ; Sénat et Chambre des Communes ; Sénat, 2044, 2045, 2046.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative ; Conseil législatif, 2048, 2050.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Amender charte de la cité de Sorel ; Amender charte de la ville de Salaberry de Valleyfield, 2052.

FAILLIS :—Bérard ; Bissonnette ; Featherston Piano Coy. ; Lacroix ; Riel ; Sullivan, 2058, 2073.

LETTRES PATENTES. DEMANDES DE :—Canadian Plate Glass Coy ; Hull Cemetery Co. ; The Beau Arcade Café Coy ; The Chronicle Printing Coy ; The Montreal Mining Stocks Coy, 2055, 2056, 2057.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—The Colonial Art Coy ; The Gall Schneider Oil Coy, 2042

LICITATION :—Donohoe vs Donohoe et al, 2059.

MUNICIPALITÉS :—Publication dans une seule langue, —demande accordée :—Hartwell et Preston ; Saint-Léon de Standon, 2041, 2042.

MUNICIPALITÉ ÉRIGÉE :—Notre-Dame de Lourdes de Ham, 2054.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—Notre-Dame du Pont Main, 2072.

NOMINATIONS :—Juges de Paix :—Districts de Joliette ; Pontiac ; Québec ; Terrebonne ; Trois-Rivières, 2039.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres *pro forma* ; Cour de circuit transférée à Saint-Raphaël, 2040.

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 The Featherston Piano Company (Limited),
 In liquidation.

Notice is hereby given that William Barclay Stephens, of Montreal, manager of the Western Loan and Trust Company (Limited), has been appointed liquidator to the above named company, by judgment of the superior court, rendered on the 22nd of September, 1898.

The delay fixed by the court for filing claims expires on the 10th of November next.

Creditors are required to file their claims with the undersigned before that date.

W. BARCLAY STEPHENS,
 Liquidator.

Office of The Western Loan and
 Trust Company (Limited),
 9 Saint Sacrament street,
 Montreal, 12th October, 1898. 3858

*Index of the Quebec Official
 Gazette, No. 41*

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 2039.

PRIVATE BILLS, F. P. :—Notice respecting the :—House of Commons ; Senate and House of Commons ; Senate, 2044, 2045, 2046.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notice Respecting the :—Legislative Assembly ; Legislative Council, 2048, 2050.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To amend charter of the city of Sorel ; To amend charter of the town of Salaberry de Valleyfield, 2052.

INSOLVENTS :—Bérard ; Bissonnette ; Featherston Piano Coy. ; Lacroix ; Riel ; Sullivan, 2058, 2073.

LETTERS PATENT. COMPANIES APPLYING FOR :—Canadian Plate Glass Coy ; Hull Cemetery Co. ; The Beau Arcade Café Coy ; The Chronicle Printing Coy ; The Montreal Mining Stocks Coy, 2055, 2056, 2057.

LETTERS PATENTS GRANTED :—The Colonial Art Coy ; The Gall Schneider Oil Coy., 2042.

LICITATION :—Donohoe vs Donohoe et al, 2059.

MUNICIPALITIES :—Publication in one language only, —application granted :—Hartwell and Preston ; Saint Léon de Standon, 2041, 2042.

MUNICIPALITY ERECTED :—Notre Dame de Lourdes of Ham, 2054.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED :—Notre Dame du Pont Main, 2072.

APPOINTMENTS :—Justice of the Peace :—Districts of Joliette ; Pontiac ; Quebec ; Terrebonne ; Three Rivers, 2039.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked *pro forma* ; Circuit court transferred to Saint Raphaël, 2040.

RATIFICATION :—*Maria Pulp & Lumber Co. et Cascapédia Pulp & Lumber Co. ; The Montreal Park & Island Railway vs McLaurin et al*, 2060, 2061.

RÈGLE DE COUR :—*Jacques et al vs Mongeon*, 2059.

SÉPARATIONS DE BIENS :—*Dmes Archambault vs Courtemanche ; Babeu vs Bourassa ; Berthiaume vs Laverdure ; Brabant vs Kiernan ; Burnett vs Powell ; Casavant vs Brodeur ; Chartrand vs Hotte ; Danis vs Charron ; Dallas vs Morrisson ; Lanciau vs Perron ; Leriche vs Vadnais ; Petitelere vs Delisle*, 2052, 2053, 2054.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—*Dame Saint-Maurice vs Miller*, 2054.

TERRES DE LA COUROSNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—*Cantons Aldfield ; Caxton ; Delisle ; Nouvelle ; Port Daniel ; Seigneurie Lauzon ; Shavigny ; Thetford ; Walford*, 2043, 2044.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 2046.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :—*Doyle vs Plante*, 2061.

BEAUCHARNOIS :—*Lafleur vs Dme Lefort et al*, 2062.

BEDFORD :—*Grimes vs Dme McGowan ; Miltimore vs McGowan ; Poirier vs Bolduc*, 2062, 2063.

IBERVILLE :—*The Grande Ligne Mission vs Perrier*, 2063.

MONTREAL :—*Crédit Foncier Franco Canadien vs Cousineau et al ; Dupras et uxors vs Desjardins ; Drummond vs David ; La Banque d'Hochelaga vs Fournier et al ; Marion vs Brien ; Robillard et al vs Fournier*, 2064, 2065, 2066, 2068.

QUÉBEC :—*Bouchard vs Dupont ; Doyle vs Chabot ; Marchildon vs Castonguay ; Sir Joly de Lotbinière vs Thibault*, 2068, 2069.

RICHELIEU :—*Rév. Blanchard vs Fontaine*, 2070.

SAINT-FRANÇOIS :—*Hinman et al vs House*, 2070.

SAINT HYACINTHE :—*Bernier vs Archambault ; Lestages vs Lestages*, 2071.

TERREBONNE :—*Lapointe vs Lamouche et al*, 2072.

RATIFICATION :—*Maria Pulp & Lumber Co. and Cascapédia Pulp & Lumber Co. ; The Montreal Park & Island Railway vs McLaurin et al*, 2060, 2061.

RULE OF COURT :—*Jacques et al vs Mongeon*, 2059.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—*Dmes Archambault vs Courtemanche ; Babeu vs Bourassa ; Berthiaume vs Laverdure ; Brabant vs Kiernan ; Burnett vs Powell ; Casavant vs Brodeur ; Chartrand vs Hotte ; Dallas vs Morrisson ; Danis vs Charron ; Lanciau vs Perron ; Leriche vs Vadnais ; Petitelere vs Delisle*, 2052, 2053, 2054.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—*Dame Saint-Maurice vs Miller*, 2054.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—*Townships Aldfield ; Caxton ; Delisle ; Nouvelle ; Port Daniel ; Seigneurie Lauzon ; Shavigny ; Thetford ; Walford*, 2043, 2044.

SALE OF TIMBER LIMITS, 2046.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCE :—*Doyle vs Plante*, 2061.

BEAUCHARNOIS :—*Lafleur vs Dme Lefort et al*, 2062.

BEDFORD :—*Grimes vs Dme McGowan ; Miltimore vs McGowan ; Poirier vs Bolduc*, 2062, 2063.

IBERVILLE :—*The Grande Ligne Mission vs Perrier*, 2063.

MONTREAL :—*Crédit Foncier Franco Canadien vs Cousineau et al ; Dupras et uxors vs Desjardins ; Drummond vs David ; La Banque d'Hochelaga vs Fournier et al ; Marion vs Brien ; Robillard vs Fournier*, 2064, 2065, 2066, 2068.

QUÉBEC :—*Bouchard vs Dupont ; Doyle vs Chabot ; Marchildon vs Castonguay ; Sir Joly de Lotbinière vs Thibault*, 2068, 2069.

RICHELIEU :—*Rev. Blanchard vs Fontaine*, 2070.

SAINT FRANCIS :—*Hinman et al vs House*, 2071.

SAINT HYACINTHE :—*Bernier vs Archambault ; Lestages vs Lestages*, 2071.

TERREBONNE :—*Lapointe vs Lamouche et al*, 2072.